

COMPTES RENDUS

Association d'histoire des sociétés rurales (A.H.S.R.) | « [Histoire & Sociétés Rurales](#) »

2016/2 Vol. 46 | pages 155 à 212

ISSN 1254-728x

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-histoire-et-societes-rurales-2016-2-page-155.htm>

Pour citer cet article :

« Comptes rendus », *Histoire & Sociétés Rurales* 2016/2 (Vol. 46), p. 155-212.

Distribution électronique Cairn.info pour Association d'histoire des sociétés rurales (A.H.S.R.).

© Association d'histoire des sociétés rurales (A.H.S.R.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

COMPTES RENDUS

OUVRAGES

Gerardo PEREIRA MENAUT et Ermelindo PORTELA SILVA (dir.), *El Territorio en la historia de Galicia. Organización y control. Siglos I-XXI*, Santiago de Compostela, Universidade de Santiago de Compostela, Servizo de Publicacións e Intercambio Científico, vol. 9, 2015, 315 p.

L'ouvrage, *El Territorio en la historia de Galicia. Organización y control. Siglos I-XXI*, constitue la synthèse d'un travail de recherche collectif mené par une équipe réunissant des historiens des Universités de Saint-Jacques de Compostelle et de Saragosse. Publié en 2015 par les soins de l'université de Compostelle, il est subdivisé en cinq chapitres qui couvrent une période s'étendant du 1^{er} siècle av. J.-C. (moment où la Galice est intégrée dans l'Empire Romain) à l'aube du XXI^e siècle. Chacun des chapitres est accompagné de pièces justificatives (textes, photographies de paysages, schémas ou croquis, bibliographies) qui sont, soit insérées dans le corps des argumentaires, soit placées en annexes. Ces quelque trois cents pages de texte sont, par ailleurs, précédées d'une préface co-signée par les professeurs Gerardo Pereira Menaut et Ermelindo Portela Silva. Cette partie liminaire expose les problématiques

qui ont sous-tendu cette enquête qui a pour cadre géographique la Galice, une région rurale située sur la façade nord-ouest atlantique de la péninsule Ibérique. L'objectif des auteurs est clairement exposé : « Qu'on le veuille ou non, l'étude de l'histoire du territoire est celle de la formation, avec ses phases de transitions, de ruptures et de continuités, de la réalité du présent » (« *Queramoslo o no, el estudio de la historia pasada del Territorio es el de la formación, con sus saltos, quiebros y continuidades, de la realidad presente* », p. 9). Cette recherche à plusieurs mains est centrée sur l'analyse d'un objet en recomposition constante, le paysage, que les auteurs cherchent à appréhender à partir de l'analyse des mutations que connaissent, sur pas moins de vingt et un siècles, les cadres politiques, économiques et socio-culturels. Encadrés par l'*Observatorio Galego do Territorio* et financés par le *Ministerio de Ciencia e Innovación*, ces travaux se veulent dans l'air du temps, celui d'une analyse des paysages au miroir de la question du développement durable. À l'intérieur de ce cadre englobant, les auteurs s'attachent à identifier les acteurs des transformations des territoires en centrant leurs analyses sur trois thématiques somme toute classiques : l'évolution du maillage des circonscrip-

tions territoriales, les transformations des structures de production foncières et agraires, et enfin, les types de relations entre propriétaires et exploitants.

La méthode d'investigation adoptée – l'enquête s'inscrit dans un cadre diachronique et pluridisciplinaire – peut expliquer le caractère, à première vue hétérogène, de la production finale. Ces cinq chapitres sont, en effet, de taille très inégale. À la centaine de pages de la synthèse de Pegerto Saavedra Fernández sur les modes de production des paysages entre 1500 et 1850 s'opposent les douze pages de Gerardo Pereira Menaut sur les transformations des campagnes de Galice à l'époque romaine (I^{er} siècle av. J.-C.- I^{er} siècle apr. J.-C.). Au demeurant, les différences de volume (de quelques textes et données archéologiques pour l'Antiquité à une profusion des sources écrites après 1900), de nature, mais aussi de contexte de production, et de diffusion des sources, ont obligé les auteurs à décentrer les problématiques d'un chapitre à l'autre, d'autant que les méthodes de traitement des sources diffèrent suivant les périodes historiques. Au-delà des schémas d'analyse propres à chaque période, deux axes principaux structurent l'ensemble des communications. Le premier concerne l'approche du paysage. En dépit de la volonté affichée d'adopter une démarche pluridisciplinaire, ce travail collectif n'intègre que superficiellement les apports de l'archéologie et des sciences paléo-environnementales, en raison, sans doute, du caractère encore partiel des recherches en la matière. Pour pallier cela, les auteurs ont donc tenté de s'appuyer sur d'autres sources. Dans le chapitre III, des récits de voyages – celui de la moniale Egeria (IV^e siècle) puis celui du pèlerin Aymeric Picaut (XII^e siècle) – ont par exemple été utilisés pour tenter de définir le cadre paysager à partir de descriptions

qui sont présentées comme « un bel et expressif album de photographies du paysage » (p. 150). Dans le chapitre IV, Pegerto Saavedra Fernández analyse des représentations cartographiques de finages villageois, réalisées aux XVII^e et XVIII^e siècles pour le compte de la *Real Audiencia*, tout en notant les difficultés soulevées par l'utilisation de ces sources planimétriques (« *las limitaciones de la cartografía, o las dificultades para "pintar" un paisaje cambiante* », p. 167). Face à ces limites documentaires, la notion de paysage est, dès lors, appréhendée dans son sens le plus large, c'est-à-dire au sens de cadre environnemental englobant produit par les sociétés. En outre, la démarche adoptée a justifié le recours à des échelles d'analyse spatiale différentes. Pour l'Antiquité et le haut Moyen-Âge, l'enquête s'étend à l'ensemble de la province romaine de *Gallaecia* (qui débordait largement le cadre de la région géographique appelée Galice) et privilégie, avant tout, l'étude des circonscriptions territoriales. En revanche, la densification et la diversification du corpus documentaire pour les IX^e-XVIII^e siècles permettent une approche à l'échelle mésoscale : l'enquête se recentre, pour le Moyen-Âge, sur la « *Tierra de Santiago* » et les régions circumvoisines puis, pour l'époque Moderne, sur quelques micro-régions bien éclairées par les sources écrites (juridiction de Pontevedra, vallée de Verún). Enfin, le dernier chapitre, qui couvre les années 1850-2000, envisage le questionnement à partir d'un jeu d'échelles (pour le XIX^e siècle, l'échelon provincial ; pour le XX^e siècle, le finage villageois) en fonction de deux problématiques emboîtées. En s'appuyant sur des sources diplomatiques et planimétriques, mais aussi sur des enquêtes de terrain mêlant histoire, géographie et sociologie, Lourenzo Fernández Prieto étudie les structures d'encadrement des sept

provinces de l'ancien royaume de Galice, avant d'analyser les modes de passage entre les sociétés agricoles héritées de l'époque Moderne et les sociétés actuelles, à travers les transformations des pratiques agraires et des paysages. Au-delà de ces difficultés liées à toute approche diachronique, cet ouvrage n'en présente pas moins un intérêt notable pour la compréhension de l'organisation territoriale de cette vieille région rurale qui fait figure, sur bien des plans, de *finis terrae* au sein de la péninsule Ibérique.

Trois axes majeurs structurent l'ensemble des communications contenues dans cette publication.

Tout d'abord, il importe de souligner que les auteurs s'efforcent de replacer leurs analyses dans un champ historiographique national (la péninsule Ibérique), et européen, en questionnant les discours produits sur l'histoire de la Galice à l'aune de cette ouverture bibliographique. La relecture de plusieurs sources leur a ainsi permis d'interroger certains *topoi* hérités de travaux antérieurs. Dans le chapitre II, Pablo C. Díaz Martínez nuance l'image d'une destruction massive des campagnes lors de l'installation des Suèves et des Wisigoths, à partir d'une relecture critique du récit que fit de l'événement l'évêque Hidacio au cours du ^ve siècle (p. 62 et suiv.). Dans les chapitres III et IV, les auteurs infirment l'image, pour le haut Moyen-Âge, de « campagnes désolées et inhospitalières » (p. 99) ; pour l'époque moderne de « familles paysannes accablées par la misère » (p. 188). Dans le chapitre V, Lourenzo Fernández Prieto se livre à une analyse critique de la politique menée, dans les zones rurales périphériques, à l'époque franquist.

Par ailleurs, les auteurs tentent de restituer les lignes de fond des recompositions qui affectèrent le maillage des circonscriptions administratives, en privilégiant tout particulièrement l'étude

des pôles d'encadrement du territoire. Dans les cinq chapitres, une attention particulière est ainsi portée aux ruptures qu'occasionnèrent les recompositions des pouvoirs englobants : déclin des habitats fortifiés de hauteur avec la création des *civitates* et des grandes *villae* de plaine à l'époque impériale ; passage du *pagus* commandé par une *civitas* au *terminium castris* et implantation de grands monastères au cours des IX^e-XII^e siècles ; organisation du territoire autour des communautés villageoises (les « *comunidades de aldea y de parroquia* » à l'époque Moderne. D'un chapitre à l'autre, ces changements sont analysés en termes de rupture d'un cadre hérité volontiers perçu comme garant de stabilité, rupture qui est imputée à une série d'agents exogènes. Ainsi, l'installation de peuples étrangers – les Romains puis les Suèves et les Wisigoths – entraîna-t-elle d'abord la création de la vaste province (I^{er} siècle av. J.-C.) puis la division de cette dernière en deux royaumes, Suève autour de Braga (Portugal actuel), et Wisigoth en Galice. Au terme de ce processus, les autochtones auraient alors perdu, en partie, la maîtrise de leur territoire. Pour le Moyen-Âge, Maria del Carmen Pallares Méndez et Ermelindo Portela Silva insistent, de manière tout à fait classique, sur l'impact qu'eut l'implantation d'établissements religieux sur la distribution de la propriété foncière et sur le processus de féodalisation de la société. Pour l'époque moderne, Pegerto Saavedra Fernández met en évidence le poids progressif de la Real Audencia sur l'organisation des pouvoirs seigneuriaux hérités de l'époque médiévale. Enfin, Lourenzo Fernández Prieto analyse les ressorts de la politique d'expropriation des populations des zones montagneuses qui fut menée dans les années 1950-1970 sous le gouvernement de Franco, politique qu'il définit comme le catalyseur d'une restructura-

tion en profondeur de l'occupation du territoire.

Parallèlement à l'identification des agents de transformation des territoires, les auteurs s'interrogent sur le degré de résilience des cadres politiques et socio-culturels autochtones, en d'autres termes, sur les capacités des sociétés à résister à ces transformations imposées de l'extérieur. Pour Pablo C. Díaz Martínez, le pouvoir de la vieille aristocratie locale, autochtone et gallo-romaine, ne fut en rien laminé par l'intégration des terres galiciennes dans le royaume wisigothique (p. 56 et suiv., et p. 72 et suiv.). Pour les XVI^e-XVIII^e siècles, Pegerto Saavedra Fernández met l'accent sur les capacités des communautés d'habitants à s'auto-organiser en dehors des cadres juridiques englobants (royaume, province). Enfin, Lourenzo Fernández Prieto s'interroge sur la faiblesse de la « superstructure politique », en insistant sur les difficultés que rencontrèrent les pouvoirs centraux et les grands propriétaires pour s'imposer face à des communautés rurales, cellules de base d'une société qu'il définit comme une « nation de propriétaires terriens » (« *una nación de propietarios rurales* », p. 262 et p. 270 et suiv.).

Abordé dans les chapitres III, IV et V – faute de sources idoines pour les I^{er} siècle av. J.-C.-VII^e siècle apr. J.-C. – un quatrième axe de recherche concerne les mutations qui affectèrent les structures agraires et foncières des campagnes de Galice. La période médiévale est ainsi lue en termes d'intensification de l'occupation de l'espace sur fond de croissance démographique, de recomposition des structures familiales (implosion des groupes de parenté large, appelés aussi communautés gentiles, et passage à la famille nucléaire) et de mise en place de la seigneurie. À l'intérieur de ce cadre, les auteurs mettent l'accent sur la mise en culture de nouveaux terroirs (phénomène

qu'ils désignent par l'expression « colonisation d'avant l'an Mille »), sur l'adoption de techniques agricoles plus intensives (fumure, outillage, p. 121-125) et sur le poids de la seigneurie. Pour l'époque moderne, le titre du chapitre – « la création, par les paysans, d'un vieux système agraire » – résume, à lui seul, la problématique choisie. En s'appuyant sur des sources variées (textes, sources planimétriques, récits de voyage), dont sont proposés quelques exemples, les mécanismes de production des terroirs cultivés sont analysés à partir de trois grands postulats : une diversité de finages en lien avec la diversité des milieux naturels qui caractérise la Galice littorale (p. 230), une variété de systèmes agraires découlant de cette diversité paysagère, des structures foncières profondément remodelées par la dislocation des grandes exploitations seigneuriales laïques et ecclésiastiques au bénéfice d'une élite paysanne. Ces mutations de la propriété aboutissent à la délimitation des finages villageois, les *agros* (p. 229-230), et à leur subdivision en des ensembles de parcelles possédées et travaillées par des familles paysannes, identifiées comme le moteur de la mise en valeur des campagnes. Dans ce cadre, P.Saavedra Fernández s'attache, tout particulièrement, à montrer le rôle des communautés d'habitants (les « *comunidades de aldea y de parroquia* », structurées autour de la gestion d'un finage et du rattachement à un chef-lieu paroissial) dans la gestion des terroirs, qu'il s'agisse des espaces ouverts à l'appropriation communautaire (bois, pâturages) ou de la propriété privée. Pour la période contemporaine, Lourenzo Fernández Prieto s'appuie essentiellement sur deux types de sources, les pétitions envoyées par les communautés d'habitants aux pouvoirs publics, et les enquêtes de terrain auprès des populations locales, pour montrer les impacts

induits sur les modes d'exploitation des campagnes, d'une part par les politiques gouvernementales (notamment à l'époque franquiste), et d'autre part par la modernisation de l'activité économique (introduction du machinisme, adoption de la rotation des cultures, commercialisation des productions dans un cadre extra-régional, p. 284-286). Ces observations sont ensuite intégrées dans une problématique plus large, celle de la transformation des formes d'occupation des espaces ruraux au cours du xx^e siècle : sur ce point, l'auteur insiste notamment sur le mouvement d'exode rural que connut la région au cours du xx^e siècle, et sur les incidences, plus récentes, qu'a le tourisme vert sur la revitalisation de certains villages.

Avec ce travail de recherche collectif, les auteurs complètent utilement les cadres bibliographiques existant sur la Galice, tout en proposant une relecture de certains schémas hérités. Plus encore, par ses dimensions diachronique et pluridisciplinaire, cet ouvrage, dont la rédaction met en évidence le regain d'intérêt pour l'étude de l'environnement – à travers notamment l'évolution des paysages – marque une étape notable dans la connaissance de l'organisation des territoires et de leur évolution dans la longue durée.

Élisabeth Bille

Leen VAN MOLLE et Yves SEGERS (dir.), *The Agro-Food Market, Production, distribution and consumption*, Turnhout, Brepols, coll. « Rural economy and society in north-western Europe, 500-2000 », 2013, 434 p.

Issu de la collaboration initiale de chercheurs des universités de Gand, Louvain et Utrecht, le groupe CORN (*Comparative Rural History of the North*

Sea Area) se propose d'étudier les évolutions sur le long terme des sociétés rurales de l'Europe. Cinquante ans après la publication de *The Agrarian History of Western Europe, AD, 500-1850*, ouvrage de l'historien néerlandais Slicher van Bath, soixante-dix chercheurs de plusieurs pays européens se sont associés pour réaliser une synthèse, en quatre tomes, du rôle joué par les sociétés rurales dans le développement économique et social du continent, autour de la mer du Nord, du Moyen Âge à nos jours. Après une première livraison centrée sur les relations sociales autour des questions de propriété et de pouvoir (2010), puis une deuxième consacrée aux structures familiales, aux revenus et au travail (2011), c'est au tour du marché agroalimentaire d'être interrogé.

Le marché, tel que l'entendent les auteurs, ne se limite pas à ses voies classiques mais prend aussi en compte les dons, les cadeaux ainsi que les circuits illicites alimentés par le vol et la contrebande. La réflexion est construite autour du concept récent d'*agro-food chain*, qui porte à considérer les étapes successives menant de la production à la consommation comme un tout, traversé par de multiples interactions, et non comme une succession d'opérations autonomes. Dans le chapitre de présentation générale, Leen van Molle et Yves Segers soulignent le fait que le rôle du marché a longtemps été sous-estimé par les historiens alors qu'une part fondamentale du changement résulte précisément de la demande des consommateurs et de l'activité des marchands.

Les contributions des dix-huit auteurs de l'ouvrage concernent cinq aires géographiques : les Îles britanniques, la France du nord, les Pays-Bas et la Belgique, le nord-ouest de l'Allemagne et la Scandinavie. Si la période 500-1000 fait l'objet d'un développement unique préalable,

chaque étude nationale est subdivisée en deux chapitres qui obéissent à une périodisation commune ; soit entre l'an mil et 1750 pour le premier, entre 1750 et 2000 pour le second. Dans une démarche qui conduit le lecteur du champ à la table, on retrouve dans chaque contribution les thématiques principales résultant d'un plan de travail commun aux auteurs : les relations entre production et demande ; la transformation de la nourriture et les techniques de conservation ; le commerce et la distribution des produits alimentaires ; la préparation et la consommation des aliments. Cependant, compte tenu des singularités de chaque espace, des spécialités des auteurs et des historiographies nationales, la structure interne des différentes études n'est pas identique et certains aspects ou certaines périodes sont inégalement traités. Ainsi, les questions de terroir bénéficient d'une place incomparable dans les contributions françaises, aussi bien moderne que contemporaine (Florent Quellier, Jean-Pierre Williot et Marc de Ferrière le Vayer)

Il est impossible de présenter en quelques lignes la richesse des informations et des perspectives offertes par ce travail. Soulignons-en seulement quelques aspects.

Bien avant l'an Mil, plusieurs espaces sont marqués par une activité commerciale qui dépasse le simple cadre des échanges locaux, à commencer par une aire franque située entre Loire et Rhin. Jean-Pierre Devroey, Alexis Wilkin et Alban Gautier perçoivent des formes de spécialisation dans des grands domaines qui associent la céréaliculture et l'élevage ovin ainsi que dans des régions viticoles. Malgré les zones d'ombre qui subsistent, le rôle joué par les élites est indéniable. À la satisfaction de leurs besoins s'ajoutent les prélèvements multiples qu'ils imposent aux paysans. Ils contri-

buent ainsi à transformer la production à la fois quantitativement et qualitativement, favorisant des phases de croissance notables au cours de cette période. Après le délitement de l'Empire carolingien, l'apparition d'élites locales de moindre envergure ne remet pas en cause cette dynamique. Par leurs investissements dans des infrastructures et des équipements (ponts, moulins, fours) mais aussi par le développement d'un réseau urbain propre à commercialiser les surplus, elles créent des conditions favorables à l'accroissement des échanges. En ce sens, l'économie seigneuriale peut s'avérer un « allié objectif » du marché agroalimentaire. Du reste, le cadre seigneurial connaît aussi des inflexions notables qui vont dans le sens d'une meilleure adaptation de l'agriculture aux sollicitations du marché. Plusieurs auteurs soulignent le fait qu'aux *xiv^e* et *xv^e* siècles, dans un contexte de crise démographique et économique, certains paysans ont su améliorer leur condition juridique et économique et acquérir une plus grande capacité de décision.

D'une manière générale, les auteurs insistent sur le rôle joué par la démographie dans les changements. Bien avant l'*industrious revolution* du milieu du *xvii^e* siècle, les facteurs liés à la demande jouent un rôle majeur dans le développement et la structuration du marché. L'urbanisation de l'Europe, renforcée par la proto-industrialisation puis par l'industrialisation, aiguillonne la production : la subsistance d'une part croissante de la population européenne repose sur un marché alimentaire qui se modernise. Certains espaces ruraux relaient ces dynamiques (des localités minières de Wallonie, l'aire Rhin-Rhur en Allemagne, le nord-est de la France). Un seuil est franchi avec le développement de métropoles comme Londres ou Paris dont les besoins dépassent, dès

l'époque moderne, ceux des autres villes européennes : elles s'affranchissent du modèle de von Thünen pour aboutir à des structures de production et d'approvisionnement plus complexes, marquées par l'émergence d'un marché national et l'internationalisation des échanges (John Chartres, Florent Quellier). Dès le Moyen Âge, la démographie joue également un rôle majeur dans l'évolution des rations alimentaires et des préparations culinaires : par exemple, à la part croissante prise par les céréales dans l'alimentation au cours de la phase de croissance des XI^e-XIII^e siècles, succède une période marquée par une abondance de protéines animales, alors que la population européenne est affectée par une forte régression.

Dans une accélération croissante des changements, l'*agro-food chain* connaît quatre mutations majeures. D'abord une multiplication de ses maillons associée à une extension des distances couvertes : des relations s'établissent autour de la mer du Nord avant que n'arrivent les plantes nouvelles et les produits coloniaux du Nouveau Monde, à partir des XVI^e-XVII^e siècles, qui complexifient les réseaux. Ce premier changement s'accompagne d'une différenciation fonctionnelle de plus en plus grande, marquée par une spécialisation accrue des tâches. Il est à noter qu'en ce qui concerne la production, cette mutation se solde par une place réduite des femmes, notamment dans l'élevage et la transformation du lait. Logiquement, une interdépendance accrue s'opère entre les différentes activités et leurs acteurs mais dans laquelle, on peut remarquer, enfin, un affaiblissement progressif des producteurs au profit des distributeurs et des consommateurs.

La comparaison des espaces étudiés met clairement en évidence des chronologies différentes et des évolutions singulières. Il

se détache ainsi un cœur de zone, entre la Belgique et les Pays-Bas, le nord-ouest de la France et le sud-est de l'Angleterre, par opposition aux périphéries orientales et septentrionales. Au nord, l'évolution du Danemark, plus urbanisé et mieux intégré aux échanges, se singularise fortement de celle de la Suède et de la Norvège (S.B. Christensen, Hilde Sandvik et M. R. Nissen). Mais les auteurs insistent également sur les différences que l'on peut percevoir à des échelles plus grandes. Comme le montrent l'étude de l'Allemagne et des « Pays-Bas », les régions littorales et fluviales divergent des régions intérieures dans leurs structures de production et dans leurs trajectoires. Les effets de la « crise » de la fin du Moyen Âge se font également ressentir différemment dans des régions céréalières ou dans des régions d'élevage du nord-ouest de l'Allemagne (Michael Kopsidis).

Rendre compte en un peu plus de 400 pages des changements économiques et sociaux d'un si vaste territoire, pour une période de 1500 ans, est évidemment un défi difficile à relever. Le choix d'une période si longue, s'il peut générer quelques frustrations chez le lecteur – mais les bibliographies récentes qui figurent à la fin de chaque chapitre sont là pour satisfaire sa curiosité –, a le mérite de replacer les évolutions et les débats dans un temps long et d'offrir des perspectives à même d'intéresser non seulement les chercheurs mais aussi les consommateurs et les citoyens. Traitant d'espaces inégalement connus du plus grand nombre, l'ouvrage offre une belle collection de situations, qui interrogent sur les combinaisons de facteurs qui ont présidé à leur apparition et révèle les effets ambivalents de certains d'entre eux, qu'il s'agisse de crises économiques, de guerres ou de la Politique Agricole Commune. Un bel exemple de cette complexité est donné par l'émergence du

mouvement coopératif au Danemark à la fin du XIX^e siècle (p. 386-387). On peut cependant regretter qu'à côté des tableaux et des graphiques, l'iconographie ne soit le plus souvent qu'illustrative tandis que les cartes, qui auraient pu renforcer les liens entre les études nationales, ne dépassent guère le stade de la localisation. Quant au prix de l'ouvrage – 110 € –, il semble difficilement compatible avec une large diffusion à laquelle cette ambitieuse synthèse devrait pouvoir prétendre.

Fabrice Poncet

Cédric JEANNEAU et Philippe JARNOUX, (dir.), *Les Communautés rurales dans l'Ouest du Moyen Âge à l'époque moderne : perceptions, solidarités et conflits*, Brest, Centre de recherche Bretonne et Celtique, Université de Bretagne occidentale, 2016, 495 p.

La matière fournie par « l'Ouest » est abondante et elle fut partagée en trois journées thématiques placées au printemps de trois années consécutives de 2012 à 2014. Les communications suivent cette répartition : 1. les communautés rurales face à leurs sources, processus de reconnaissance et individualisation, 2. entre solidarités et distinctions sociales, 3- des communautés en conflit.

L'espace annoncé est vaste mais les sujets choisis par les 22 participants le restreignent quelque peu : 18 concernent la France de la Normandie aux Pyrénées et au Languedoc. Le Portugal est présent une fois. Les Shetland seules représentent les Îles Britanniques, malgré la place éminente de celles-ci dans la thématique en question, ce que rappelle la bibliographie : une quarantaine de titres sur 180 environ. La distribution dans le temps avantage le Moyen Âge : 13 articles, et 7 sur les XVII^e et XVIII^e siècles. Chaque partie est précédée d'une mise au point

habile et brève sur les conditions et les difficultés de la recherche. Les intervenants ont efficacement doté leurs textes de cartes et schémas éclairants.

Sur les XI^e-XIII^e siècles, l'unanimité se fait aisément : c'est la période la plus mal documentée. L'hagiographie escamote les paysans et ne laisse entrevoir des communautés qu'en signalant les trois cercles de sociabilité : *amici, proximi, vicini*. (André-Yves Bourgès). En bas Poitou il est clair que les communautés installées dans les îles jouissent de privilèges plus avantageux que celles de la terre ferme (Cédric Jeanneau). En analysant trois sites de Haute Bretagne Daniel Pichot montre que le territoire d'une communauté s'est délimité peu à peu et qu'il aboutit à coïncider avec la paroisse. Sur les traces d'Alain Corbin et de Samuel Leturcq, Nicolas Poirier cherche le rôle qu'a pu jouer dans le tracé des limites paroissiales puis communales la distance à laquelle porte le son des cloches. Mais pour les périodes reculées, comment savoir quelle était la sonorité des cloches ?

Un autre monde surgit où nous plonge Antoine Follain en analysant le registre des assemblées du village de Mondeville en Basse Normandie au XVII^e siècle. Les délégués des 50 à 60 feux établissent l'assiette de la taille : les impôts sont le sujet des débats 115 fois. Ils doivent tous les 10 ans procéder au changement d'octroi, *id est* entériner les taillables arrivés et ceux qui sont partis. L'étude de ce registre fait partie d'une ambitieuse enquête sur la taille mais qui attend ses ouvriers. Les conclusions sont évidentes : au Moyen Âge il faudrait pouvoir chaque fois croiser les sources, aux derniers siècles de l'Ancien Régime, il faudrait pouvoir recruter des chercheurs en nombre.

La seconde partie étudie à la fois les solidarités et les distinctions sociales. On ne trouve nulle part, comme chacun le sait, des communautés rurales formées

durablement d'égaux. Mais il y a ici un risque : n'a-t-on pas volontiers attribué au Moyen Âge ce que l'on trouve dans des documents de l'époque moderne ? Benoît Cursente reprend l'histoire des communautés de l'ouest pyrénéen et décrit les « structures porteuses » de longue durée que sont l'*ostau* et les emboîtements de communautés. Celles de la vallée d'Ossau font preuve d'une opiniâtreté particulière dans la défense de leurs intérêts communs (usage des estives, gestion des dîmes, résistance aux pouvoirs extérieurs) et en même temps de l'intérêt des maisons dominantes. Utiliser l'écrit et implanter le notariat dès le XIII^e siècle ont contribué à préserver la liberté collective, mais aussi la servitude de certains de ses membres.

Dans tous les secteurs étudiés l'usage collectif des incultes est un élément majeur de la survie des communautés mais aussi le sujet de fréquents conflits. C'est le cas des plaines et plateaux de la Gascogne occidentale où palus et landes figurent en bonne place dans les statuts de bastides royales et dans les coutumes. Dans le marais poitevin, le sel est exploité par sauniers et journaliers qui ne possèdent pas le sol. Cette société très inégalitaire ne semble solidaire qu'au moment de résister au pouvoir seigneurial. Phénomène qui n'est pas unique : les cahiers de doléances de la Basse Bretagne en 1789 en témoignent. Les communautés semblent soudées pour demander la suppression du domaine congéable, mais cela dissimule les tensions entre seigneurs fonciers domaniers et sous-fermiers et les haines héréditaires qui en découlent (Isabelle Guégan).

La troisième partie approfondit ce que les pages précédentes avaient déjà suggéré. Il est des exemples de violence restés célèbres, diverses manières de résoudre les conflits, et diverses occasions offertes au pouvoir royal de s'ingérer entre le seigneur et les

habitants. Le cas de la Bretagne à l'aube du XI^e siècle souligne un fait récurrent : les communautés paysannes qui se soulèvent n'ont pas que des motifs économiques. Le Tuchinat du Languedoc en 1381-1384 peut être vu comme l'action de milices paysannes accoutumées à riposter contre les bandes armées des Anglais (Vincent Challet). Autre épisode retentissant : le massacre des « communes gens du pays de Normandie » en 1434. Les agresseurs appartiennent à l'armée régulière des Lancastre, les victimes sont des gens du pays, paysans et gentilshommes. Les guerriers professionnels supportent mal que l'on arme le peuple (Christophe Maneuvrier). Ce fait divers après la reprise de la Normandie par Charles VII devint un événement patriotique hautement célébré. Il serait opportun ici de confronter deux politiques royales à l'égard des communautés rurales de part et d'autre de la Manche. D'autres formes d'intervention royale sont décrites en Aunis et Saintonge, où c'est la grâce royale qui agit comme levier. Au Portugal, en 1375-76, c'est une enquête sur les biens restant aux mains du roi après les calamités du temps qui sert de prétexte à l'immixtion des officiers royaux.

Le recueil se termine par une conclusion dite « nécessairement provisoire » qui insiste sur la diversité des cas. Diversité des outils dont dispose le chercheur, des statuts dont jouissent les communautés selon les temps et les lieux. Quelques points communs apparaissent cependant : la territorialisation progressive s'opère autour de la paroisse, plus rarement autour d'une circonscription fiscale. Les structures emboîtées sont fréquentes. Enfin, malgré les calamités et peut-être à cause d'elles, les communautés ne restent point passives. Elles réagissent par divers moyens, légaux et illégaux. Ces constats sont-ils spécifiques des pays « de l'Ouest ? »

Marie-Thérèse Lorcin

Jean-Marc MORICEAU, *Histoire du méchant loup. La question des attaques sur l'homme en France, XV^e-XX^e siècle*, Paris, Pluriel, 2016, 634 p.

Quand paraît en 2007 la première édition de l'enquête historique menée par Jean-Marc Moriceau sur les attaques de loup sur l'homme en France, une controverse se développe et prend une tournure inattendue, parfois déplaisante. L'historien moderniste et ruraliste, habitué aux temps longs et à un passé relativement lointain, n'avait pas imaginé la force des idéologies à l'œuvre et l'actualité singulière que le retour du loup en France allait donner à son regard historique sur la situation d'Ancien Régime. Plongé contre son gré dans un débat bouillonnant, voyant son travail chahuté, déformé, manipulé, instrumentalisé aussi bien par les anti-loups que par les lycophiles, Jean-Marc Moriceau réagit en historien, examine et classe les réactions pour en proposer un *verbatim* critique qui constitue un des deux ajouts remarquables de cette nouvelle édition. En 40 pages, il donne la parole à de nombreux avis argumentés, largement ou totalement cités, provenant aussi bien d'historiens (unanimentement louangeurs sur le travail effectué) que de chercheurs d'autres sciences sociales et humaines et des sciences de la vie et de la nature, ou encore de la presse nationale, régionale ou spécialisée. Mais il ne s'arrête pas là et publie également de longs extraits des réactions des défenseurs du loup, tous interpellés par le titre de l'ouvrage, mais divisés à sa lecture. On ne peut que louer cette démarche intellectuelle d'une grande honnêteté qui consiste à fournir au lecteur les différentes visions qui s'affrontent, y compris celles qui contestent son propre travail et ses propres conclusions, afin que celui-ci puisse juger sur pièces. Ce faisant,

Jean-Marc Moriceau révèle des postures, des prises de position, des débats sur les relations entre les hommes et la nature au sein de la société française contemporaine, même si l'analyse des différentes positions et groupes sociaux en présence aurait pu être approfondie. De ce fait, son ouvrage n'est pas une simple réimpression agrémentée de quelques mises à jour mais bien une nouvelle édition, augmentée et complétée, et précisément insérée dans les débats du temps présent.

Dix ans plus tard les esprits se sont un peu calmés et si le travail de Jean-Marc Moriceau et de son équipe de l'université de Caen est toujours discuté, sa qualité n'est plus contestée – si ce n'est par quelques personnes de mauvaise foi. Les chercheurs ont poursuivi leur enquête, confirmé et consolidé leurs résultats avec un corpus encore plus vaste (12 000 attaques sont désormais recensées, pour 6 000 victimes), affinés leurs analyses, réexaminés certaines questions comme celle des hybrides de chiens et de loups. Le plan du livre est resté identique à celui de la première édition car la logique de démonstration est la même. En revanche, le contenu a été enrichi, ce qui est particulièrement perceptible dans les données statistiques et iconographiques qui s'appuient désormais sur un site internet collaboratif et une colossale base de données. Enfin, une des qualités de l'ouvrage – et non la moindre – est le plaisir que l'on éprouve à le parcourir. Dans une langue alerte et agréable, Jean-Marc Moriceau livre un texte d'une grande fluidité qui sait intégrer avec dextérité les sources dans la démonstration, avec un sens aigu du récit. Quelques coquilles subsistent, quelques sous-parties sont plus arides, mais elles sont ridiculement peu nombreuses pour un livre de plus de 600 pages.

Après une introduction où il rappelle le contexte particulier dans lequel l'historien écrit – un renversement général des valeurs concernant le loup et une interrogation sur la légitimité de l'histoire à étudier ces questions – Jean-Marc Moriceau expose les objectifs de son étude : dresser un bilan des nombreux travaux sur le loup ; constituer une base de données des victimes de loups permettant un traitement statistique ; révéler par le loup le fonctionnement des sociétés et la gestion des espaces ruraux.

Il commence par présenter de façon complète, précise et détaillée, les sources sur lesquelles il fonde ses analyses, en en réalisant une critique poussée, bien au-delà de ce qui est communément admis par la communauté des historiens. Car il ne s'agit pas pour lui d'être jugé par des confrères mais de ne concéder aucune prise à des non-historiens parfois prêts à s'engouffrer dans la moindre apparence de doute. Ainsi certains ont été jusqu'à subodorer une sorte de « complot des soutanes » destiné à maintenir l'emprise de la religion sur les populations rurales par la terreur d'un loup envoyé pour punir les pécheurs... Les registres paroissiaux ne sont pas seuls mobilisés : enquêtes administratives, gazettes et journaux, actes notariés, mémorialistes, archives hospitalières renseignent également sur les attaques du loup.

Jean-Marc Moriceau propose ensuite un voyage temporel tout au long des cinq siècles de l'étude, par lequel il met en évidence les assemblages successifs et singuliers entre loups et sociétés, tout en identifiant des phases particulièrement dramatiques d'attaques. Bêtes du Gévaudan, du Gâtinais ou de Touraine, certaines régions sont spécialement marquées. Rares sont les provinces indemnes.

Après cette mise en contexte de longue durée, Jean-Marc Moriceau se livre à

une analyse approfondie des attaques et de l'anthropophagie lupine. Il examine, caractérise et explique tour à tour la géographie du risque et la densité du prédateur, la saisonnalité des attaques en lien avec le calendrier agropastoral et les facteurs environnementaux, l'identité des loups prédateurs, la technique des attaques, de la mise à mort et de la consommation, la sociologie des victimes. Le propos saisissant de précision conduit le lecteur à s'immerger aux côtés des campagnes françaises, au contact direct des populations. En cela le loup prédateur révèle bien les sociétés humaines.

La rage, et les ravages qu'elle cause quand un animal aussi puissant que le loup est infecté, fait l'objet de deux chapitres distincts car une des forces de l'analyse de Jean-Marc Moriceau est d'être parvenu à séparer dans les sources ce qui relève de l'anthropophagie et ce qui ressort de la maladie rabique. Il caractérise ainsi précisément ce type d'attaque par son itinéraire sanglant, sa brièveté temporelle, sa non-sélectivité sociale, l'épopée du héros qui se sacrifie pour abattre le monstre et sauver la communauté. Face à l'horreur insondable des agonies, on comprend mieux pourquoi Louis Pasteur a été sanctifié dans la mémoire collective pour l'invention de son vaccin.

Pour terminer, le second ajout – significatif – de cette nouvelle édition est constitué par l'insertion de 10 pages en tête de l'ouvrage, rassemblées sous le titre expressif : « Genèse et actualité de *l'Histoire du méchant loup* ». Jean-Marc Moriceau nous fait entrer dans l'intimité de la construction d'une recherche, qui est aussi celle d'un itinéraire de chercheur. Il rencontre le loup enragé dans les registres de décès dès sa « maîtrise » puis le loup anthropophage dans son travail de doctorat et enfin le loup prédateur du bétail quand il rédige sa somme sur *L'Élevage sous l'Ancien Régime*. C'est au début des années

2000 qu'il plonge corps et âme dans une longue enquête à la fois bibliographique et archivistique pour pister la moindre trace matérielle du loup, dans une perspective d'histoire sociale sérielle et quantitative, qui n'est sans doute plus tellement à la mode parmi les historiens, mais qui est capable de produire des résultats inapprochables par d'autres méthodes. De ce travail est née une vraie dynamique de recherche dans un champ – les rapports entre la faune sauvage et l'homme – largement inexploré par les historiens. Depuis lors, les recherches universitaires se multiplient ainsi que les colloques et journées d'étude, les disciplines dialoguent (histoire, géographie, anthropologie, sociologie notamment). Mais *l'Histoire du méchant loup* n'est que le point de départ, le premier angle d'attaque pour saisir les relations hommes-loups et il est progressivement complété par d'autres publications : *Repenser le sauvage grâce au retour du loup* (2010) ; la lutte de l'homme contre le prédateur dans *L'Homme contre le loup. Une guerre de 2000 ans* (2011) ; les actes d'un vaste symposium réunissant de très nombreux acteurs et chercheurs : *Vivre avec le loup ? Trois mille ans de conflit* (2014) ; un état des lieux actuel et une mise en contexte dans *Le Loup en questions* (2014). Cette mise en contexte de l'ensemble du cheminement rythmé par ces publications significatives manquait évidemment en 2007 et explique, en partie seulement, les incompréhensions initiales qu'a pu susciter l'ouvrage, parfois considéré un peu vite comme un travail « à charge » alors que les attaques de loup sur l'homme ne sont que la première étape – la plus aisée à saisir de prime abord compte tenu du corpus documentaire à disposition – d'un plan d'analyse bien plus vaste et qui est encore en développement.

Que reste-t-il à réaliser au sujet du loup ? Poursuivre la recherche de sources afin de compléter la base de données et

s'approcher le plus possible de la réalité historique. Interroger d'autres aspects du sujet comme par exemple les primes accordées aux chasseurs de loup. Élargir l'étude à d'autres pays européens dans une perspective comparatiste (le loup est-il le même selon les sociétés ? ses impacts sont-ils similaires ?). Envisager l'écoéthologie historique du loup en collaboration avec des chercheurs des sciences de la vie et de la nature. Jean-Marc Moriceau travaille actuellement toutes ces dimensions.

Rémi Luglia

Corinne MARACHE et Philippe MEYZIE (dir.), *Les Produits de terroir. L'empreinte de la ville*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes / Presses Universitaires François Rabelais, collection « Tables des Hommes », Rennes, 2015, 306 p.

Dirigé par Corinne Marache et Philippe Meyzie, le livre *Les produits de terroir. L'empreinte de la ville* est le fruit d'un programme de recherche régional Vivalter mis en œuvre depuis 2011. Ce programme intitulé « La ville, espace de valorisation des produits de terroir du XVI^e siècle à nos jours » est un projet de recherche financé par la région Aquitaine pour la période 2011-2015. L'objectif des deux historiens porteurs du programme, spécialistes de l'époque contemporaine et de l'époque moderne, était de reprendre l'étude des terroirs à travers un prisme nouveau, celui de la ville, et de poser un regard neuf sur l'histoire de l'alimentation sur une période longue, de l'époque médiévale à nos jours dans un vaste espace européen. C'est pourquoi, ce travail se trouve à la croisée de l'histoire rurale, de l'histoire urbaine et de l'histoire économique et sociale, mais s'inspire aussi d'autres disciplines de sciences humaines et même d'interventions d'acteurs du

monde professionnel. Le livre fait suite à une série de séminaires organisés depuis 2011 et à un colloque international intitulé « Ville et valorisation des produits de terroir : source, méthodes et enjeux à l'échelle européenne » qui s'est tenu à l'université Bordeaux-Montaigne en novembre 2013. Il propose des outils de réflexion, présente des sources, étudie des exemples précis et ouvre des pistes de recherche autour de la relation complexe entre terroirs, produits, ville et histoire.

L'enjeu de cette réflexion est de mener des analyses historiques sur l'histoire des produits, pour se détacher des récits louangeurs abondamment colportés et relayés sur le caractère traditionnel ou ancestral de telle ou telle production locale. Ces « petites histoires » autour des nougats, prunes ou autres pâtés présentent l'intérêt d'enraciner un imaginaire alimentaire utile pour la commercialisation et la réputation des denrées, tout en étant assez peu vérifiable par les consommateurs. Le mérite de la démarche entreprise par Corinne Marache et Philippe Meyzie est de revenir sur la véritable ancienneté des produits, tout en démontrant l'intérêt historique de cette entreprise de construction des réputations et des imaginaires gastronomiques. Ainsi, ils s'inscrivent dans la réflexion de Roger Dion sur le terroir, fruit de la valorisation par l'homme d'un espace donné, et la prolongent en montrant le caractère ni fixe ni immuable des produits : certains meurent, d'autres naissent, mais tous se transforment et évoluent au fil du temps. « La typicité admet la variabilité, dans des conditions et dans des limites explorées parfaitement à travers le concept pertinent d'« avatar », développé par les chercheurs italiens du *Food Lab* de Parme » (p. 13). Par ailleurs, l'étude de ces produits de terroir est menée en lien avec un espace, à l'image de ce que les géographes ont largement initié,

avec Gilles Fumey ou Claire Delfosse, qui ont bien montré le fonctionnement du marché, en insistant particulièrement sur la ville et ses habitants à toutes les époques. En effet, les deux historiens ont clairement rompu avec l'idée de la ville prédatrice et s'inscrivent dans la continuité historiographique de Roger Dion pour montrer le rôle positif de la ville sur son arrière-pays comme moteur de l'économie rurale, tant pour le développement des débouchés commerciaux que pour l'amélioration de la qualité.

En effet, si la question centrale du livre est la suivante : « la ville fait-elle des produits du terroir ? » (p. 20), la réponse semble uniquement aller dans le sens de l'affirmation positive : « il nous semble en effet, que la ville, au-delà de son rôle dans la définition du terroir, évoqué précédemment, participe à différentes formes de valorisation des produits de terroir dont nous souhaiterions ici dresser une rapide typologie, présenter quelques exemples et surtout interroger les mécanismes » (p. 20). Ainsi donc, la ville fabrique les produits de terroir, dans le sens où elle leur apporte une incitation productive de premier plan, valorise les produits par leur transformation, notamment via les métiers de bouche, parfois avec les emballages, commercialise, expédie, distribue et consomme. La démarche adoptée s'inscrit bien dans le cadre des filières de productions et cela permet, finalement, de mesurer, pour chaque échelle spatiale et temporelle et, pour chaque exemple de produit, le rôle réel de la ville dans le développement d'un produit de terroir. La démonstration ne manque donc jamais de nuances.

Le livre se compose de trois parties et rassemble quinze communications, ainsi qu'un épilogue du restaurateur bordelais Jean-Pierre Xiradakis. L'ensemble des communications sont très bien présentées d'un point de vue formel et le cahier

couleurs se révèle très instructif. La première partie porte essentiellement sur la méthode de travail autour des produits de terroir, tant dans une perspective comparatiste avec les enseignements de l'expérience italienne où des historiens ont déjà bien travaillé sur le thème des produits typiques, que sur des sources originales comme le fonds « *What's on the menu ?* » de la New York Public Library, le cinéma, la muséographie ou bien encore la présentation par Jean-Pierre Williot des apports d'un programme régional mené par l'université de Tours autour de l'approvisionnement régional, territoires et habitudes alimentaires (ARETHA). La seconde partie de l'ouvrage développe la question du commerce et de la consommation des produits des terroirs dans les villes. Cette partie fournit des exemples précis, comme celui de la cerise de Montmorency présenté par Florent Mérot ou du gâteau basque par Virginie Saspiturry. Mais l'ambition de l'ouvrage va bien plus loin que ce qui pourrait sembler une collection d'exemples, puisqu'il interroge aussi le produit de terroir entendu au sens de la cohésion socioéconomique qu'il peut apporter, avec l'exemple d'épiceries sociales et solidaires valorisant les produits locaux en Poitou-Charentes et Aquitaine. Cette ouverture au monde économique constitue une grande réussite du projet Vivalter qui apparaît bien dans le livre. Enfin, la dernière partie s'interroge sur les acteurs, les mécanismes et les espaces de la valorisation de produits de terroirs dans la ville. Il s'agit donc ici d'histoire urbaine, dans ses liens avec les hommes et les femmes de la vie associative et professionnelle, montrant le rôle des syndicats d'initiative dans l'émergence des produits de terroir dans la France du xx^e siècle (Julie Manfredini), ou bien celui, plus ancien mais fort célèbre, des expositions internationales de la fin du xix^e siècle qui

permettaient de faire connaître et vendre les productions françaises sur des marchés lointains. Cette étude du rôle de la ville dans la construction des réputations et des circuits de valorisation présente le mérite de remonter loin dans le temps, jusqu'à l'Aquitaine médiévale pour laquelle Sandrine Lavaud revient sur l'usage de la distribution des pots-de-vin dans les pratiques de gestion et d'administration des villes du Sud-Ouest. La contribution de Claire Delfosse permet aussi de mettre l'accent sur la polysémie de ce que l'on entend par « ville » et qu'il était nécessaire d'évoquer dans cet ouvrage : toutes les villes ne peuvent, à l'évidence, avoir le même rôle moteur sur leur arrière-pays. La géographe montre ici le poids déterminant des villes moyennes dans cette logique de valorisation : villes-marchés de consommation, mais aussi villes chargées de la redistribution, qui donnent leur nom aux produits vendus sur d'autres espaces de consommation. Les contributions s'achèvent donc sur cette nuance géographique essentielle. Au terme de la lecture, les non-spécialistes de la question regretteront peut-être que le concept, souvent utilisé, de « patrimonialisation » ne soit pas davantage redéfini ni explicité, car il se trouve finalement au cœur des enjeux actuels de l'évolution des produits de terroir, entre volonté de préservation et nécessaire adaptation aux réalités du marché.

Pour autant, l'approche des produits de terroir par l'influence déterminante de la ville apparaît riche et fructueuse, parce qu'elle nous montre l'intérêt de croiser les différentes enquêtes des sciences humaines et sociales, histoire, géographie, ethnologie, avec le monde professionnel, de la gastronomie essentiellement. Ce dialogue entre l'histoire et les autres disciplines constitue une réelle réussite de l'ouvrage, à laquelle s'ajoute l'intérêt scientifique et méthodolo-

gique des exemples et des études de cas présentés. En effet, fruit d'une expérience de plusieurs années, l'ouvrage s'organise telle une réflexion aboutie et, en cela, inspirante.

Stéphanie Lachaud-Martin

José GONZÁLEZ ARTEAGA et Juan GRAU GALVE, *Hacienda de Miro. Una heredad entre el Aljarafe y las Marismas*, préface d'Antonio-Miguel Bernal, Séville, Punto Rojo Libros, 2013, 197 p.

Comme le souligne dans sa préface l'historien des campagnes andalouses, Antonio-Miguel Bernal, l'histoire des *latifundios* a une longue tradition derrière elle, puisque les premières publications datent des années 1950. Le domaine qui est étudié ici se situe dans la ville de la Puebla del Río, à une quinzaine de kilomètres au sud de Séville, sur la rive gauche du Guadalquivir, une partie de son territoire étant située dans l'angle formé par le confluent de ce fleuve avec le Guadaira : la plupart des terrains sont des prairies humides (*marismas*), et le reste, des terres labourables et des bois situés sur le plateau (*aljarafe*). En 1751 (Cadastré de la Enseñada), les terres cultivées ne représentent qu'environ 15 % d'un territoire communal qui s'étend sur 19 000 hectares tandis que les deux tiers sont des pâturages et le reste des terres incultes. La plus grande partie des pâturages se situe dans les îles enserrées dans divers bras du fleuve qui appartiennent à Séville, mais dont les villes voisines ont la jouissance. Les terres cultivables sont dans la *vega*, c'est-à-dire dans la vallée du Guadalquivir, réputée pour sa fertilité ; elles sont consacrées aux céréales.

Au milieu du XVII^e siècle, quand le domaine commence à se former, la situation n'est pas très favorable à La

Puebla : la crise que connaît alors tout le royaume a été accentuée ici par la peste (1649 et 1681) et par la désaffection subie par la vallée du Guadalquivir suite au transfert du commerce avec l'Amérique de Séville à Cadix. La ville est peuplée (100 feux contre 300 un siècle plus tard), ce dont profitent certains, notamment les Chartreux (vers 1630), pour s'approprier une partie importante du territoire afin d'y pratiquer l'élevage des ovins, pour la laine, puis celui des bovins et des chevaux ainsi que l'agriculture dans un domaine d'environ 150 ha. Les particuliers ne sont pas en reste, nobles sévillans liés au commerce des Indes et à la Cour, dont les biens sont gelés sous forme de majorat. La constitution de ces entités entraîne le développement de la mise en défens et de la clôture des nouvelles exploitations, un phénomène que les auteurs comparent aux « enclosures » anglaises (p. 75), et qui se fait au détriment des paysans pauvres et des journaliers qui jouissaient des droits de vaine pâture, ce qui ne manque pas de soulever de nombreuses protestations.

C'est un curé, plus tard commissaire du Saint-Office, qui, entre 1667 et 1691, constitue de pièces et de morceaux, le domaine ou *hacienda* qui couvre, à sa mort, en 1693, une cinquantaine d'hectares de terres labourables.

Elle passe ensuite entre plusieurs mains jusqu'à ce qu'en 1726, elle soit acquise par Nicolás Miro, un marchand de Cadix, qui lui donnera son nom ; elle mesurait alors 71 ha (dont 2 de vignes). Jusqu'à 1761, date de sa mort, le nouveau propriétaire réussit à doubler cette superficie, mais surtout, il en changea la destination en constituant une oliveraie de plus de 50 ha entièrement clôturée et un vignoble de 18 ha. C'est que cette période est très propice à la production d'huile et de vin à cause de la forte demande des navires partant pour les colonies américaines. À la mort de Nicolás, l'appréciation de ses biens montre

l'importance des immeubles, comme la maison d'habitation et ses dépendances, lesquels forment les deux-tiers de la valeur de l'*hacienda*, l'autre « grosse » partie étant constituée par ce que l'on appelle la *huerta*, vaste ensemble clôturé avec orangers et citronniers (31 %). La vingtaine d'hectares de terres labourables, dispersées, n'a que très peu de valeur. Il faut noter que, dès les débuts de la constitution du domaine, beaucoup de ces biens sont grevés de rentes constituées, ce qui, au passage, facilite leur acquisition auprès des débirentiers insolubles, que les propriétaires successifs essaient de racheter sans beaucoup de succès. À la mort de Nicolás, l'*hacienda* est rachetée et démembrée, puis agrandie par ses propriétaires successifs, jusqu'à atteindre 250 hectares en 1846 et 355 en 1877. La culture dominante demeure l'olivier dont les superficies ne cessent d'augmenter jusqu'à 165 hectares en 1877. Aujourd'hui, les terres ont été presque entièrement converties en rizières.

Après avoir détaillé par le menu les vicissitudes de la propriété, les auteurs consacrent leur dernier chapitre aux propriétaires : comme dans le reste de la région, ceux-ci sont majoritairement sévillans. Dès le xv^e siècle, les élites urbaines commencent à investir massivement dans la vallée et les plateaux alentour, comme les y incitaient la demande américaine et celle de la ville, alors la plus peuplée du royaume, et qu'ils pouvaient approvisionner en priorité. Une pénétration qui se fait notamment par le biais de la constitution de rentes sur les petits paysans et qui est surtout le fait de ceux que l'on appelle les *caballeros* qui dominent le gouvernement de la ville, ainsi que des marchands. Il ne s'agit pas pour eux de se retirer des affaires (la fameuse trahison de la bourgeoisie), mais au contraire de les sécuriser en s'assurant la vente de leurs productions pour le chargement des navires qui partent de Cadix vers les colonies.

Les propriétaires de la *hacienda* de Miro, à l'exception du curé fondateur, ne se distinguent guère au sein de ce schéma général : Nicolás Miro, est issu, tant du côté de son père que de celui de sa mère, de familles nobles, liées au commerce colonial depuis le xvi^e siècle ; il détient plusieurs offices à Séville, qui lui confèrent le statut de *caballero*, notamment celui de notaire de l'Audience et Casa de Contratación des Indes (tribunal jugeant entre autres les procès liés au commerce colonial). Il transféra son domicile à Cadix, où ce tribunal avait été établi, mais il résidait très souvent dans sa demeure de la Puebla, si bien qu'en 1751, le Cadastre de la Enseñada le mentionne comme *vecino* de cette ville. Les dernières années de sa vie furent gâchées par des difficultés financières, dues notamment à la faillite des deux marchands de Cadix, sans doute d'origine française (Mazé et Dufau), si bien qu'après d'interminables procès, l'*hacienda* tomba en 1782 entre les mains d'un négociant né à Burgos, Francisco Martínez Vallejo. Arrivé à Cadix très jeune avec pour toute fortune sa noblesse, il s'enrichit rapidement comme armateur (il posséda cinq navires dont l'un de 700 tonneaux), et fut institué marquis avant d'avoir 60 ans. Comme ses prédécesseurs, il mit l'*hacienda* au service de ses affaires, en augmentant la production d'huile ; il était d'ailleurs le fournisseur de l'hôpital et de l'arsenal de Cadix. Il fut aussi un grand bâtisseur investissant dans l'urbanisation de cette ville, alors en pleine expansion, notamment dans le quartier du port ; il fit construire également, sur des terrains lui appartenant, le Collège Royal des chirurgiens de la Marine. Il possédait en outre diverses fabriques de cotonnades, d'indiennes et de chapeaux, le tout destiné bien entendu au commerce colonial.

À sa mort, sans héritiers directs, l'*hacienda* passa en 1785, aux mains

d'une autre famille de commerçants titrés, les marquis de Monteflorido, issus d'une famille d'Anvers, les Sergeant, établis à Séville au début du XVIII^e siècle qui ne la gardèrent que peu de temps. Au XIX^e siècle, parmi les propriétaires, nous signalerons José Valentín de Larrazabal Ibarondo, de Séville, notable collectionneur d'œuvres d'art et vice-consul de France, et le colonel Juan de Mata Sevillano, duc de Sevillano, banquier de Madrid et éphémère ministre des finances, qui l'acquit du précédent en 1846. Sa famille la conserva jusqu'en 1916, date à laquelle, faute d'héritiers directs, elle fut démembrée. En conclusion, entre autres considérations plus ou moins intéressantes, les auteurs reviennent sur la notion de *latifundio*, jugeant que, malgré l'extension de l'*hacienda*, il n'est peut-être pas très approprié, ceux d'exploitation diffuse ou de *latifundio* dispersé, proposés par Antonio-Miguel Bernal leur paraissant plus adéquat et ce, à juste titre, puisque le domaine n'est pas d'un seul tenant.

Cet ouvrage présente les qualités et les défauts des travaux ou monographies d'érudition locale : émanant d'excellents connaisseurs du milieu, il reste parfois trop allusif pour le lecteur extérieur (pas de carte, rien sur les mesures agraires, ni les monnaies) ou s'attarde trop sur des détails (listes interminables d'achats et de ventes de biens). Mais il faut cependant observer que, grâce à leur bonne connaissance de la bibliographie, les auteurs s'attachent à toujours relier les vicissitudes du domaine qu'ils étudient à l'histoire plus générale de l'évolution de la propriété et de l'exploitation dans la vallée du Guadalquivir et à bien situer les propriétaires dans la société mouvante de la bourgeoisie ennoblée des commerçants andalous.

Francis Brumont

Éric FABRE, *Laine et drap en haut Verdon : une haute Provence textile, fin XVII^e-milieu XX^e siècle*, Paris, France, l'Harmattan, collection Connaissance des régions, 2015, 266 p.

Le travail que donne à lire Éric Fabre trouve son origine dans la volonté des collectivités territoriales du haut Verdon de réfléchir à une mise en tourisme du patrimoine drapier de leur pays. L'objectif était de réaliser une véritable enquête historique pour ne pas en rester aux aspects strictement mémoriels seuls mis en avant jusqu'à présent. Cette étude s'inscrit plus largement dans les travaux actuels de ce chercheur remarquable, maître de conférences à Aix Marseille Université (UMR Telemme 7303), docteur en biologie et Habilité à diriger les recherches en Histoire. Éric Fabre, dans le cadre de ses travaux d'écologie historique (biodiversité, animaux, paysages), s'est toujours intéressé aux relations des acteurs et des sociétés à leur environnement, dans un cadre géographique qui est essentiellement celui des piémonts pyrénéens et alpins. Ces thématiques l'ont porté à travailler sur les dynamiques territoriales de ces espaces ruraux dans la longue durée, à travers les problématiques des changements paysagers liés au recul de l'occupation humaine ou celle des activités économiques. Ce livre est tourné essentiellement vers cette question des activités, en s'attachant à mettre en lumière une industrie de la laine et du drap en haute Provence, souvent invisible aussi bien aux historiens qu'aux observateurs contemporains. Ce travail s'effectue dans le temps long, de la fin du XVII^e siècle aux lendemains de la Première Guerre mondiale.

L'analyse est conduite en deux parties. La première s'attache à suivre l'évolution chronologique de cette activité. L'auteur y distingue une période d'émergence de

cette industrie dispersée s'appuyant sur la pluriactivité. Lui succède une période de concentration, initiée dès le début du XIX^e siècle, sous la Restauration et les débuts de la Monarchie de Juillet. La seconde partie suit une approche thématique évoquant les acteurs de la production et de la diffusion des produits, mais aussi les aspects spatiaux, la question des transports, l'accès à l'eau, et les matières premières nécessaires aux fabrications, laine et chanvre essentiellement. Ce faisant, les rythmes propres de cette industrie et ses principales caractéristiques sont mis en lumière. Initiée dès la fin du XVII^e siècle, dans le cadre d'un système de production faisant la part la plus importante à des négociants donneurs d'ordre et fournissant l'actif circulant, l'activité se développe au XVIII^e siècle. La diffusion de ces produits n'est pas limitée à une échelle locale. Les débouchés sont régionaux, nationaux et parfois même internationaux. Après avoir résisté assez bien aux bouleversements de la Révolution et de l'Empire, le système se concentre ensuite précocement, installant filature et tissage dans les mêmes espaces de production, intégrant des contremaîtres, s'emparant des nouveautés technologiques. Les entreprises qui ont réalisé ces efforts se maintiennent au cours du XIX^e siècle, puis connaissent un déclin significatif à partir du milieu du Second Empire. Le traité de Libre Échange de 1860, qui soumet les acteurs du système à une concurrence internationale forte, entraîne une crise majeure que la fin du XIX^e siècle de la « Grande Dépression » accélère encore. Une des conséquences en est un repli sur la filature seule. Quelques grosses entreprises subsistent cependant, ainsi en est-il de la société Trotabas, installée à Beauvezer, qui ne cesse définitivement son activité qu'en 1968.

Éric Fabre fait la preuve ici de sa capacité à mener une histoire économique et

sociale classique, dans une enquête complémentaire à ses travaux d'histoire environnementale. Ce travail est en effet une démonstration empirique, une étude de cas, qui s'appuie sur un corpus de sources rigoureusement et patiemment construit, repéré, critiqué mis en cohérence. Ce corpus associe des archives produites sur le long terme par les observateurs de l'administration, qui ont tant de mal à distinguer cette activité comme étant digne d'intérêt, ainsi que des documents de la vie courante, mais très peu d'archives de firmes. Sont exploités également de la littérature primaire et des statistiques. La rédaction reste très volontairement au plus près de cette très riche documentation. L'écriture de plusieurs chapitres s'appuie sur une enquête dont le fil conducteur correspond à ce que les sources permettent de découvrir. Le chapitre I, par exemple, s'ouvre d'abord sur les apports des visites des inspecteurs des manufactures, des difficultés rencontrées pour saisir la réalité de l'activité de ce pays qui ne dépend d'aucun bureau de marque précis. Il décrit ensuite, à partir de sources diverses les éléments qui permettent de retrouver indirectement les activités recherchées. C'est le cas de l'incendie de Beauvezer de 1728 qui génère un inventaire des biens mobiliers effectué par un notaire pour les services de l'Intendant, révélant les outils de la fabrique de laine chez près de six habitants sur dix de ce village sinistré. Le chapitre III destiné à suivre les acteurs du monde de la laine, s'applique sur plusieurs pages à mettre en avant l'intérêt et les limites de l'utilisation des rôles de capitation, des contrats de mariage, des listes nominatives de recensement et du croisement de sources diverses, en l'absence d'enquête et d'évidences observables dans des rapports administratifs ou des papiers d'entreprises qui n'existent malheureusement pas ou plus.

C'est donc un travail rigoureux, modeste, qui dit en permanence ses limites. Dès les premières pages, Éric Fabre regrette ainsi de ne pouvoir construire « un système qui redonnerait à la production industrielle sa juste place dans le haut Verdon, dans un espace agricole et pastoral isolé au cœur de montagnes très cloisonnées (p. 19) » alors qu'en réalité, il s'en approche beaucoup.

Le travail éclaire plusieurs aspects intéressants particulièrement les thématiques des sociétés rurales : l'articulation permanente entre activités agricoles et industrielles dans un environnement cloisonné de moyenne et de haute montagne. Particulièrement intéressante est son analyse des « rôles de fillure » (1704), un système complexe de répartition du travail mêlant étroitement travail aux champs et activité textile. Éric Fabre apporte de nombreux renseignements sur les acteurs concrets de l'ouverture vers l'extérieur, marchands fabricants, négociants, éleveurs, voituriers, mulétiers, ouvriers. Ce faisant, il montre que la vision d'une fermeture du pays dans une véritable autarcie est fautive. L'étude des matières premières utilisées, et notamment la laine, donne aussi des passages très intéressants, utiles pour l'histoire de l'élevage, la présence des ovins à laine noire et ceux de laine blanche, l'échec de la mérinisation, la diversification vers la filière viande.

En somme, Éric Fabre, en mettant en lumière par cette enquête rigoureuse et une grande partie de l'activité lainière du haut Verdon, montre que la mémoire conservée de l'activité dans la haute vallée reposait sur de nombreuses idées fausses, remplissant ainsi son objectif initial. Deux remarques peuvent mettre en avant certaines limites du travail présenté. Si l'auteur s'appuie sur une solide connaissance de l'historiographie textile en général et du monde lainier en particulier, sans doute aurait-il été

intéressant de la mobiliser davantage dans l'introduction et la conclusion, afin de préciser les problématiques d'une part, et les spécificités du territoire étudié d'autre part. De la même manière, peut-être ce travail aurait-il pu être l'occasion de convoquer, pour les discuter, les notions d'industrialisation douce ou invisible. Mais ces deux remarques ne sont que des détails au regard de l'intérêt du livre. La conclusion est d'ailleurs très intéressante, dans la mesure où elle multiplie les questionnements et les pistes de travail à réaliser : sur l'enrichissement des gens de la laine, et leur devenir après la désindustrialisation, sur la question de la frontière et de sa place structurante ou non, sur la question du déterminisme simple entre produit et ressources.

Nicolas Marty

Gabriel CREYSSELS et Claude PETIT, *Domestiques, bergers, servantes. Une histoire des ouvriers agricoles en Aveyron*, Millau, éditions GCCP, 2015, 362 p.

Le menu peuple des campagnes, le travail salarié, l'organisation des structures familiales et sociales ou encore l'émergence d'une conscience de groupe : c'est à la croisée de ces problématiques que s'inscrit l'ouvrage de Claude Petit, archiviste aux Archives départementales aveyronnaises et de Gabriel Creysseles, ancien instituteur. Le temps long – de la modernité classique, si l'on étudie les quelques pages consacrées aux périodes antérieures, aux délégués syndicaux contemporains – y est la règle. Ce ne sont pas là les seules difficultés que se sont imposées les chercheurs, car l'objet d'étude est à lui seul un challenge : un groupe social large, souvent mal défini, victime d'un vide historiographique. Les domestiques,

bergers et autres ouvriers agricoles de l'Aveyron – l'ancien Rouergue – sont en effet les acteurs centraux de l'ouvrage. La difficulté tient aussi au segment choisi et par la même occasion, de la méthode. Si les petits exploitants ne sont pas sans poser de sérieux problèmes de sources, les domestiques, quant à eux, sont tout bonnement absents, à première vue, avant les premiers recensements.

La difficulté et le grand mérite du livre tiennent à une connaissance et une exploitation exhaustive des sources aveyronnaises. Au-delà des documents remarquables comme les dénombrements d'Ancien Régime ou les comptes de fermiers, toujours pour la période pré-révolutionnaire, l'océan des archives notariales, la série L des documents révolutionnaires, les fonds préfectoraux, des tribunaux – mieux à même d'offrir en contrepoint à l'image d'Épinal de parfaite entente entre maître et domestique – et même la presse régionale – triomphante au tournant de XIX^e et XX^e siècles – ont fait l'objet de dépouillements et d'analyses exhaustifs. Le tableau qui en ressort n'en gagne qu'en précision. C'est d'abord un « groupe hétérogène, spécialisé et fortement hiérarchisé » (p. 19) propre à un monde où la vraie Révolution n'est pas tant celle de 1789 que l'intérêt exercé par les premières machines agricoles dans les grands domaines dès la monarchie de Juillet et plus largement sous le Second Empire. Deux mondes assez différents qui nécessitent une division en deux parties que se sont réparties les auteurs de part et d'autre du Premier Empire. À Claude Petit l'ancien monde agraire, à Gabriel Creyssels la progressive modernisation des campagnes et l'approche ethnologique qui nécessite des témoins contemporains.

Au plus près des sources, l'enquête proposée, véritable somme sur la région, s'ouvre sur un lexique de près de vingt

pages bien à même de préciser l'éventail important de situations chez les domestiques, du « ragas » au « cantalès », du « goujat » à « l'apléchaire », des domestiques permanents aux journaliers, des champs aux étables. Les ouvriers agricoles sont-ils aussi nombreux que pourrait le suggérer la diversité des situations ? La domesticité est un temps de formation, il semble donc logique de trouver, au sein du groupe, des origines sociales diversifiées et une prééminence de la tranche d'âge des 15-19 ans. La question de la mobilité professionnelle bénéficie d'une longue historiographie. Dans le cas de l'Aveyron, la stabilité géographique domine dans les comportements en dépit de liens évidents avec les provinces voisines, l'Aveyron est aussi une terre de « remues d'hommes ». Parmi les nombreux résultats livrés, gardons celui de l'An VI : 17 % de la population départementale est ouvrière agricole, avec de fortes disparités selon les cantons. Les disparités se retrouvent à l'embauche : salariés à la saison, journaliers ou travailleurs à la tâche se distinguent nettement.

Ces différences sont fondamentales dans les calculs de la rémunération. En argent ou en nature, variable selon la saison, que représente le salaire d'un domestique ou d'un journalier qui ne serait pas nourri à la ferme ? Selon le mouvement des prix au gré des conjonctures, un domestique de la fin du XVII^e siècle ne gagnera pas la même chose que son homologue cinquante ans plus tard. En plus du salaire en argent se greffent souvent la nourriture, des dons variés comme des tissus, mais surtout, des « hivernes », c'est-à-dire la possibilité pour l'ouvrier d'entretenir quelques animaux avec ceux de son employeur. La part en nature des salaires ne disparaît qu'après la Seconde Guerre mondiale.

La relation maître-domestique, le rapport avec la justice comme justiciables

ou accusés, le niveau de richesse, et ce qui finalement rassemble les aspects de la vie quotidienne offre l'armature d'un troisième chapitre, à la suite duquel les références aux séries d'Ancien Régime font progressivement place à celles de la nouvelle ère politique. Claude Petit aborde également l'impact de la Révolution française et plus largement des révoltes – y compris de la fin de l'Ancien Régime – dans les campagnes du nouvel Aveyron. La société hiérarchisée aveyronnaise découvre le principe d'égalité, mais ce sont avant tout les répercussions concrètes au sein des campagnes qui occupent la première place : la question des subsistances, des moissons de l'An II et du maximum des prix, mais aussi les débuts de la conscription. Les événements révolutionnaires qui peuvent être assimilés à des conflits sociaux sont entourés par deux phénomènes qui ont chacun leur propre importance. D'une part, en amont, quelques révoltes de moissonneurs, d'autre part, en aval, la révolution de la mécanisation des campagnes qui offre une transition naturelle pour Gabriel Creyssels et la modernité agricole.

C'est sur deux symboles de l'embauche et de la rémunération, déjà évoqués par Claude Petit, que s'ouvre l'étude de Gabriel Creyssels. Tout d'abord, le XIX^e siècle sonne le glas des hivernes. Avec le XIX^e et le début du XX^e siècle arrive le temps des louées et autres foires, au moins du point de vue archivistique par le nombre de documents disponibles. Dans l'Aveyron, deux traditions coexistent : à l'ouest du département les louées de la Saint Jean-Baptiste, à l'est, les foires de mai et fin septembre. Les louées se sont perpétuées jusqu'aux années 1960, indice de leur utilité sociale et économique. Gabriel Creyssels met ensuite à profit plusieurs sources imprimées et plus particulièrement l'*Essai sur l'état de la*

domesticité en France et particulièrement dans le département de l'Aveyron signé par Jean-François de Cabrières en 1806 pour mieux donner à voir les normes sociales auxquelles obéit la condition de domestique. Les attentes formulées par les maîtres fondent la seule norme qui permet de mesurer la transgression, l'abus relevé dans certains écrits de grands propriétaires.

La technique éprouvée des généalogies familiales révèle la reproduction sociale, les évolutions familiales sur plusieurs générations dans un cadre restreint : le village de Ségurès assure un suivi plus précis car restreint dans son ampleur géographique. Si toutefois l'on peut observer des permanences dans la transmission du statut de domestiques à travers les générations, le regard de la société et plus particulièrement des notables sur cette frange de la population évolue. Des « intentions généreuses » (p. 191) se concrétisent. Elles prennent le plus souvent la forme de médailles reçues à l'occasion de comices ou dans le cadre de Société centrale d'agriculture, de mises à l'honneur par les employeurs, propres à susciter l'émulation chez les autres domestiques. Sur le plan législatif, des améliorations sont perceptibles : c'est le projet de loi Viviani déposé en 1906, qui ne sera adopté qu'en 1922, car si améliorations il y a, elles sont progressives et lentes. Le premier XX^e siècle voit l'apparition des syndicats, placés souvent, au départ, sous la houlette de l'Église et de sa doctrine sociale. Cette naissance du syndicalisme s'opère dans un contexte de progressive pénurie de main-d'œuvre après le plein démographique du XIX^e siècle qui avait suppléé à la demande, les hommes venant désormais en partie de l'étranger, Polonais, Espagnols, Portugais, avant d'être remplacés sous Vichy par des ouvriers agricoles requis. Le syndicalisme, c'est également la

défense des domestiques, justiciables mais prompts à se faire justiciers. Les domestiques risquent la plupart du temps de basculer dans les marges de la société. Les rangs de mères célibataires ne sont pas minces au sein de la domesticité : en 1861, dans les archives judiciaires, Marie F., elle-même fille naturelle apparaît à la barre, accusée d'infanticide. La détresse des filles abandonnées se concrétise parfois par des avortements clandestins aux conséquences souvent dramatiques : Justine Q., 19 ans, est retrouvée morte chez son patron en 1854. Des cas comme ceux-là abondent tant dans la série U des archives judiciaires que dans la presse.

Voilà donc des êtres « de chair et de sang, de tête et de cœur » que nous présentent Gabriel Creyssels et Claude Petit, dans un ouvrage qui retient à la fois le meilleur de la monographie – une connaissance sans pareille des sources, une multiplication des focales et des exemples, assises d'une réflexion solide – et n'en est pas moins un travail de grande qualité pour la présentation d'un groupe social souvent oublié des travaux d'historiens, souvent évoqués, rarement étudiés et qui obtient là une première synthèse.

Jacques-Marie Maître-pierre

Fabien KNITTEL, *De la bibliothèque aux champs. Le travail d'agronome de Louis Poirot de Valcourt (1771-1855)*, Nancy, PUN / Éditions Universitaires de Lorraine, coll. « Histoire des institutions scientifiques », 2015, 123 p.

L'ouvrage est préfacé par Marc Benoit, agronome chercheur à l'INRA et président de l'Association Française d'Agronomie. L'introduction (8 p.) présente Louis Poirot de Valcourt (1771-1855), un Lorrain qui séjourna de 1798 à 1801 aux États-Unis d'Amérique naissants dont il connaissait donc la littérature agricole,

et qui, trente ans plus tard, a rédigé des *Mémoires sur l'agriculture* après avoir, entre-temps, géré un domaine agricole près de Toul. Selon Fabien Knittel, « le grand intérêt des *Mémoires sur l'agriculture* de Valcourt réside principalement dans sa connaissance des agronomes et autres agriculteurs américains dont il met une partie de la littérature savante à la disposition des lecteurs francophones ».

Le catalogue (19 p.) de sa bibliothèque est ensuite présenté. Il se compose de deux parties dont l'une a été probablement rédigée par Valcourt lui-même comme outil de gestion de sa bibliothèque, classée par thèmes (dont l'agriculture). L'autre est un supplément contenant les ouvrages non compris dans ce catalogue mais légués à sa mort à la ville de Toul avec les autres, l'ensemble étant conservé à la bibliothèque de la ville. Sur l'ensemble, 30 % des volumes sont consacrés à l'agriculture.

Le chapitre 1, « Une bibliothèque d'agronome » (13 p.), analyse et commente le contenu de cette bibliothèque, avec des statistiques par format et par langue, mais sans analyse chronologique ni datation des ouvrages possédés. Le chapitre 2, « Aperçus des travaux agronomiques de Poirot de Valcourt d'après ses mémoires sur l'agriculture » (42 p.), présente et commente, sans s'interdire la critique, ces Mémoires en y choisissant quatre domaines : les assolements ; les techniques de labour pour lesquelles Valcourt propose des outils nouveaux et utilise systématiquement le dynamomètre pour juger de la puissance de traction nécessaire pour chaque modèle de charrue ; les engrais et la chimie agricole ; les techniques de laiterie et la chimie du lait, pour lesquelles F. Knittel intercale des commentaires sur Boussingault. Il insiste, de façon là aussi justifiée, sur les débats et controverses de l'époque. Il est dommage qu'il ne distingue pas

toujours nettement la présentation des idées de Valcourt (ou d'autres auteurs) de sa propre analyse faite avec un vocabulaire et des concepts plus tardifs voire actuels.

Une conclusion (4 p.) insiste sur l'intégration de Poirot de Valcourt dans un dense réseau scientifique international, cela peut-être de façon excessive puisque le livre ne donne que trois exemples de relations personnelles directes (Fellenberg à Hofwyl en Suisse, Mathieu de Dombasle en Lorraine et Bella à Grignon). L'ouvrage comprend encore une liste de sources et de références bibliographiques (6 p.) ainsi que trois annexes : une liste des ouvrages sur l'agriculture dans la bibliothèque de Valcourt (8 pages), qui reprend la catégorie « agriculture » du *catalogue* et la complète par les ouvrages sur l'agriculture du *supplément* – sans datation de ces ouvrages ; une liste des ouvrages en langue anglaise (2 p.) ; un index alphabétique des auteurs mentionnés dans le catalogue, y compris les traducteurs (6 p.).

Se situant dans un courant d'historiens qui ne veulent pas (plus) limiter l'histoire à celle des célébrités, F. Knittel définit Valcourt comme un « agronome ordinaire », un « sans-grade » par opposition aux « gradés ». Ce livre est l'occasion de découvrir un auteur méconnu, à l'ouverture d'esprit peu ordinaire, dont l'ouvrage est consultable sur Internet (<http://cnum.cnam.fr/CGI/redir.cgi?8HA95>).

Pierre Morlon

Jean-Pierre HUSSON, *La Lorraine des Lumières. Voyages dans les temporalités, les paysages et les territoires...*, Strasbourg, éditions Vent d'Est, 2016, 311 p.

Le dernier ouvrage de Jean-Pierre Husson, professeur de géographie à

l'Université de Lorraine, nous invite à poser un regard original sur une région en pleine reconstruction après les terribles conflits du xvii^e siècle. L'ouvrage se compose de neuf chapitres parfaitement problématisés. L'auteur précise sa démarche heuristique et ses limites dans une introduction concise : « La Lorraine des Lumières vue par un géographe propose de donner du corps à des territoires gommés, disparus, transformés. Nous en conservons essentiellement des legs, des traces, des stigmates mais également des images idéelles associées aux discours généreux des encyclopédistes, philosophes et physiocrates. La démarche exposée n'est ni courante ni aisée mais mérite d'être tentée, même si les résultats attendus ou escomptés ne sont pas tous au rendez-vous. Le géographe rencontre des difficultés à investir les passés qui s'empilent. Les superpositions tendent à gommer ce sur quoi ils ont pris place, conservant seulement les racines de ce qui était avant ».

J.-P. Husson, refusant de s'enfermer dans des « formes d'érudition élitistes », appelle à porter un regard neuf sur la Lorraine du xviii^e siècle en croisant les apports de l'histoire, de la géographie, de l'urbanisme, de l'archéologie et de toutes leurs applications récentes dans le domaine de la recherche (comparaison des cartes anciennes et de la cartographie actuelle grâce au sig, analyse croisée des recherches dendrochronologiques, clio-climatologiques et sédimentologiques, etc.). Le plan suivi par l'auteur pour répondre à ces ambitieux objectifs a le mérite de la clarté : de rapides repères chronologiques (p. 13-15) posent le soubassement historique indispensable pour le lecteur non spécialiste de la Lorraine, auquel s'ajoute un court mais utile lexique (p. 291-294). J.-P. Husson y voit la confirmation du paradoxe de ce siècle : « Le siècle des Lumières apparaît

sympathique et nous portons sur lui un regard bienveillant. Il se définit par l'activation dans l'effervescence des idées mais déçoit par le nombre important des réalisations non abouties ou freinées, plombées par l'immobilisme qui prévaut. »

Le chapitre 1 (« Les Lumières, projets et quête du bonheur », p. 16-39) cadre le sujet et définit son territoire géopolitique passé progressivement d'un « manteau d'Arlequin » à un espace assez homogène placé sous l'ombre de Versailles, jusqu'à l'intégration finale au royaume de France en 1766.

Le chapitre 2 entre, si l'on peut dire, dans le vif du sujet. Intitulé « Outils, méthodes et objectifs du géographe afin de remonter le labyrinthe du temps » (p. 40-63), il est une application de la démarche présentée en introduction. J.-P. Husson se livre ici notamment à une étude très fine des cartes anciennes, comme celles des Naudin (1728) ou celles de Bugnon, concepteur des cinq cartes contenues dans *L'Histoire de la Lorraine* de Dom Calmet (1727). Ces analyses sont au cœur de la géographie historique, appelée ici géohistoire, qui « relève de l'étude diachronique des sociétés spatialisées lues avec le décalage du temps » et qui « combine les temporalités au service des échelles spatiales », même si « cette posture donne la priorité aux territoires sur les chronologies » : le dialogue entre les disciplines est parfaitement assumé à partir du choix de la géographie.

Le chapitre 3 (« Villages et terres nourricières : des sociétés sous tension », p. 68-112) est le plus étoffé du livre, ce qui va de soi pour étudier une société encore rurale à 85 % avant 1770. L'auteur tente de mesurer les efforts de reconstitution agraire après les cataclysmes guerriers du siècle précédent qui avaient emporté largement plus de la moitié de la population des duchés entre 1633 et 1660.

En Lorraine comme presque partout ailleurs, aucune « révolution agricole » n'est décelable au cours du XVIII^e siècle. Les efforts de rationalisation des terres, en particulier dans les grands domaines ecclésiastiques, comme les remembrements opérés sur les terres de l'abbaye de Gorze, répondent plus à des préoccupations seigneuriales traditionnelles qu'à une volonté réelle de moderniser les pratiques agraires. Le laboureur demeure le personnage central des campagnes, l'essentiel des terres est retourné à la charrue (43 % de l'espace lorrain) et l'assolement triennal est de règle dans des villages et des finages parfaitement adaptés ou reconstitués pour les pratiques agricoles communautaires antérieures à la guerre de Trente Ans. J.-P. Husson scrute attentivement les cartes de l'époque et démontre le processus de longue durée de reconstitution des villages lorrains : fort justement, il note que « nous avons à l'esprit que le village lorrain est dense, organisé en tas ou en rues, avec des maisons mitoyennes, alignées ou bâties en décalé mais le plus souvent très profondes [...]. Cette situation relève en fait du stéréotype. Elle montre le village au maximum de ses capacités et ne tient pas compte de la dynamique de croissance puis de recul du bâti ». De fait, les stigmates de la guerre de Trente Ans mettront parfois plus d'un siècle à s'estomper, et le village lorrain « traditionnel » dans l'esprit du grand public correspond en réalité à celui du maximum démographique atteint vers 1840-1860, avant que l'exode rural ne le vide partiellement.

Répondant à des interrogations fondamentales : Les mouvements agronomiques des Lumières ont-ils affecté la Lorraine ? Dans quelles mesures ? Sur quels lieux ?, J.-P. Husson répond clairement par la négative. La croissance agricole du XVIII^e siècle, dans l'espace lorrain, a reposé presque exclusivement

sur la mise en culture des terres, même les moins fertiles, en rapport avec une vive croissance démographique, puisque les Duchés dépeuplés en 1660 comptent 760 000 habitants en 1770, soit 35 hab./km². Les rendements, quant à eux, demeurent faibles (Arthur Young notait près de Metz que « sur les meilleures terres le froment rend 5,5 pour un an) et « les refontes foncières réalisées après 1740 sont exceptionnelles », n'ayant « pas eu d'effet d'entraînement ». La faute aux seigneurs ? J.-P. Husson, à la suite de Ph. Martin, nous présente Laurent de Chazelles, seigneur de Lorry et président à mortier au Parlement de Metz, incarnation de « toute l'ambiguïté du siècle. D'un côté, un homme éclairé, physiocrate, amateur de botanique, soucieux de diffuser les nouvelles techniques auprès de ses paysans. D'autre part, un seigneur âpre au gain, tenace dans son projet à réunir des terres, très attentif à faire fructifier son patrimoine [...]. Bien qu'il prenne les trois quarts des dîmes, il s'esquive pour ne pas participer aux frais de réparation de l'église ». Les blocages structurels du XVIII^e siècle sont ainsi démontrés par l'auteur.

Enjambant allègrement les siècles, ce qui peut surprendre un historien mais est parfaitement justifié par la démarche de l'auteur, celui-ci conclut à la quasi-disparition de ces timides modifications agraires du XVIII^e siècle, englouties par l'extraordinaire modernisation agricole opérée depuis les années 1960. Les Trente Glorieuses reviennent d'ailleurs souvent sous sa plume et sont comparées avec les beaux projets souvent restés dans les cartons du siècle des Lumières : audace bienvenue d'un géographe qu'un spécialiste de Voltaire n'aurait peut-être pas tenté !

Les chapitres 4, « Des forêts indispensables, aménagées, dérégulées » (p. 114-146) et 6, « Un essor proto-industriel assez tardif mais exceptionnel » (p. 192-214)

nous semblent pouvoir être associés dans la mesure où l'importance du couvert forestier explique, pour une large part, le dense semis de forges et usines à feu dans l'espace lorrain des Lumières. La carte p. 195 en est une belle illustration. J.-P. Husson, qui a réalisé auparavant une thèse et de nombreux ouvrages sur les forêts lorraines, écrit sans contestation possible que « les forêts sont de bons témoins de la dégradation écosystémique si l'on en croit l'abondance des archives laissées sur ce sujet sensible ». Les « usines à feu » consomment en effet des quantités impressionnantes de bois. Les efforts répétés des ordonnances ducales pour sauvegarder le patrimoine forestier, en particulier le *Règlement général des eaux et forêts* de 1701 et l'ordonnance de 1724 concernant la gruerie, ont été le plus souvent contournés par les communautés villageoises, les villes et les maîtres de forges qui avaient des besoins croissants à satisfaire et pour lesquels la matière ligneuse était un objet stratégique de premier plan. La *Réformation des eaux et forêts* est judicieusement mise en parallèle avec l'inflation cartographique qui caractérise ce siècle, la carte étant un moyen de prouver les possessions forestières des grands propriétaires fonciers. Le déboisement, corrélé à l'essor démographique et proto-industriel, n'a pas pris les proportions déplorées dans le reste de la France (dont la superficie boisée tombe à 7,1 millions d'hectares en 1789), mais les calculs opérés à partir de l'enquête ducale de 1708 et des cartes de Cassini indiquent un taux de boisement en déclin : 40,9 % en 1708 et 31,2 % en 1750, soit presque dix points de moins, et autant de problèmes à venir.

J.-P. Husson aborde ensuite l'histoire urbaine dans le 5^e chapitre, intitulé « Des villes ouvertes et mises en scène » (p. 148-190). Analyse des archives à l'appui, il montre de quelle manière la

ville des Lumières a cherché à être ouverte et perméable en gommant ses murailles. La réunion de la vieille ville de Nancy à la ville neuve de Charles III par le biais de l'ensemble monumental créé sous Stanislas Leszczyński occupe évidemment la majorité de l'analyse, mais les chantiers urbains de Metz, commandités par l'intendant français, ou ceux de villes plus modestes comme Commercy ou Saint-Dié – à la reconstruction exemplaire après l'incendie de 1757 – ne sont pas oubliés.

Le chapitre 7, consacré aux « routes et rivières des Lumières » (p. 216-239), forme en quelque sorte le lien entre les études rurales et urbaines successivement abordées depuis le début du livre. Au XVIII^e siècle, la route est un mot nouveau qui s'impose et remplace progressivement l'expression « grand chemin », et, sans doute plus qu'ailleurs, le réseau routier tend à uniformiser l'espace lorrain, longtemps fracturé politiquement. Les corvées sont réactivées en 1734, ce qui est tardif comparé aux provinces voisines (dès les années 1670 en Champagne), mais le résultat est à la hauteur des efforts fournis : 801 km de routes sont observables sur les cartes de la fin du siècle, 196 ponts en pierre et 115 ponts en bois sont déjà (r)établis en 1778. J.-P. Husson étudie longuement, et à juste titre, le transport fluvial, si important dans une région où le transport de bois par flottage fait vivre de nombreuses villes. Cependant, si les routes ont irrigué l'espace lorrain, elles n'ont pas fourni les retombées économiques attendues, d'autant qu'elles ont rompu avec l'héritage ancien des flux nord-sud qui reliaient, en passant par la Lorraine, le Milanais aux Flandres. Les routes lorraines des Lumières sont à l'inverse dictées par des flux radiaux dessinés à partir de Paris. Dans le court chapitre 8 (« Territoires et cicatrices », p. 240-258), l'auteur pose un regard d'historien sur les tentatives

inabouties de supprimer les enclaves et exclaves qui perdureront souvent jusqu'à la Révolution française.

La fin de l'ouvrage tempère fortement l'idéalisme des Lumières évoqué en introduction. Le chapitre 9, intitulé « Crises et dysfonctionnements du territoire » (p. 260-275), est particulièrement instructif et contredit certaines idées reçues. La concordance des temps politiques et écosystémiques permet de différencier trois périodes : la reconstruction jusqu'à la fin des années 1720, la situation de plein équilibre entre les hommes et les ressources (vers 1730-1760), enfin une ère de dysfonctionnements récurrents, renforcés dans les années 1780. En l'espace d'un siècle, la situation démographique s'est en effet inversée. Léopold ou Louis XIV avaient favorisé l'installation de nouveaux venus dans les zones désertées après la guerre de Trente Ans (pays de Bitche, bailliage d'Allemagne). Ces apports migratoires, la forte natalité et la fin des pics de mortalité après 1709 ont abouti à un relatif surpeuplement de l'espace lorrain à la fin du XVIII^e siècle, à tel point que de nombreux Lorrains répondent à l'appel de Joseph II pour aller vivre en Hongrie ou en Galicie. Les conséquences économiques et sociales de cet essor de la population sont bien connues des historiens et c'est ici l'étude des alarmes et crises écosystémiques qui fait l'originalité de cet ouvrage. Rendant hommage aux travaux du géomorphologue Jean Vogt, l'auteur a parcouru les archives pour analyser « des territoires fatigués, mal couverts faute d'avoir trop étendu les labours au détriment des herbages et friches. Les surfaces dénudées sur de longs mois de l'année sont vulnérables à l'érosion exprimée sous toutes ses formes [...]. Avec une belle récurrence, les routes qui se rapprochent des cours d'eau sont arrachées, emportées dans les rivières ». L'auteur juge symptomatique de ces dysfonctionnements systémiques le déluge de la Saint-

Crépin à Épinal, le 25 octobre 1778, qui a ruiné tous les efforts des ingénieurs des décennies antérieures. De belles lignes sont également consacrées à la précarisation énergétique d'une province très boisée qui a fini par connaître, quelques décennies après le reste du royaume, les conséquences néfastes de déboisements excessifs.

L'épilogue, au titre interrogateur, « Une matrice, un modèle, un legs pour nos territoires ? » (p. 276-284), et la conclusion (p. 287-289), permettent de condenser la réflexion sur les paradoxes de ce siècle qui fut « à la fois inventif et contraint par son incapacité à faire évoluer la société d'ordre et de privilèges sur lequel il reposait ». Jean-Pierre Husson, en parfait connaisseur de sa région, ose s'affranchir des bornes chronologiques traditionnelles et cela donne de l'élan à ses analyses. Il n'omet pas d'indiquer que la paupérisation de beaucoup de ruraux, observable surtout après 1760, s'aggrave jusqu'à la Révolution et même au-delà, seul l'exode rural massif après 1840-1860 permettant de réduire les pressions sur les ressources agricoles devenues inadéquates avec le nombre de bouches à nourrir. L'étude des accidents climatiques amène l'auteur à faire des parallèles que certains jugeront osés avec nos propres inquiétudes médiatisées lors de la conférence de Rio (1992) ou de la COP 21 en 2015. Les utopies urbaines des Lumières sont mises en lien avec la Charte d'Aalborg sur la « ville durable » (1993). Certaines analyses susciteront des débats, comme ce « constat amer » d'un cercle non vertueux, passé 1770, « probablement lié aux égoïsmes des élites crispées sur leurs privilèges », ou cette évocation de « la grande parenthèse d'essor industriel (1860-1975) » que l'auteur veut enjamber pour retrouver les territoires lorrains du XVIII^e siècle. J.-P. Husson pense, et qui le nierait ?, que « les idées des Lumières nous aident à cheminer, y compris dans

nos approches des questions environnementales et de la distribution de la richesse ». Ce questionnement reste à approfondir, mais on peut y voir sans doute une volonté de l'auteur de susciter le débat, en dépassant les idées convenues et paresseuses.

L'écriture de Jean-Pierre Husson est très agréable et le lecteur non familiarisé avec les concepts et les enjeux de la géohistoire est guidé de main de maître par son auteur : les explications méthodologiques, l'abondance et la diversité des documents commentés avec concision, la riche bibliographie qui accompagne chaque chapitre sont autant de jalons sûrs pour cheminer dans la Lorraine des Lumières et poser sur elle « l'œil de l'histoire », en privilégiant l'approche verticale propre à la géographie historique. Les conclusions de l'auteur, à l'image du sujet traité, sont stimulantes et invitent à poursuivre ce fructueux dialogue entre les disciplines, dans un décloisonnement des connaissances et des idées qu'avait brillamment expérimenté le siècle des Lumières.

Sylvain Skora

Laurent HERMENT, *Les Fruits du partage. Petits paysans du Bassin Parisien au XIX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, 395 p.

S'intéresser aux petits paysans du Bassin Parisien pour observer les processus d'accumulation et de désaccumulation patrimoniale, tel est l'objectif que s'est fixé Laurent Herment dans cet ouvrage issu d'une thèse en histoire contemporaine préparée sous la direction de Gérard Béaur, soutenue à l'EHESS en 2009, thèse pour laquelle il a reçu le prix 2011 de l'Association Française d'Histoire Économique BNP-Paribas. Dans une perspective de micro-histoire économique et financière, l'historien a braqué les

projecteurs sur le département de la Seine-et-Oise pour étudier le comportement différencié de deux cantons, celui de Milly-la-Forêt, en bordure de la Beauce étampoise et du Gâtinais septentrional et celui de Marines dans le Vexin français, canton représentatif des pays de grande culture, choix dicté par l'abondance des archives. L'étude s'appuie sur les aspects économiques, sujet que l'auteur maîtrise parfaitement pour être économiste de formation. En effet, la période étudiée (1815-1852) correspond à la descendante d'un cycle Kondratieff pendant laquelle la conjoncture des prix, de la rente et des salaires semblait moins néfaste aux petits exploitants agricoles qu'aux gros exploitants pour lesquels la baisse des prix a été préjudiciable. Dès l'introduction, l'auteur affirme vouloir faire un sort au poncif selon lequel les petites exploitations auraient été incapables d'accumuler des capitaux en vue d'améliorer un processus de production et de profiter d'économies d'échelle. Tout à rebours de cette idée, il « réhabilite » la petite paysannerie en démontrant qu'elle était souvent dynamique et autonome en cette première moitié du XIX^e siècle même si elle ne disposait que de faibles superficies à mettre en valeur.

Dans une première partie, Laurent Herment insiste sur la place et la structure de la petite propriété dans les deux cantons de Milly et Marines avant de s'intéresser, comme l'ont fait avant lui Gérard Béaur ou Fabrice Boudjaaba, au cycle de vie immobilier et foncier des petits paysans, récusant en grande partie les théories de Chayanov et Modigliani. Il postule en effet que le cycle de vie est commandé par les processus de transmission du patrimoine et relativement indépendant du sexe et du statut matrimonial. À l'aide de nombreux graphiques, il met en évidence une montée du patrimoine immobilier et foncier entre 30 et 45 ans

alors même qu'à ces âges bien des paysans ont en charge une progéniture plus ou moins nombreuse encore incapable de leur venir en aide. Au-delà de 50 ans, le processus d'accumulation cesse brutalement au moment même où les enfants acquièrent leur autonomie. Selon l'auteur, l'explication de ces phénomènes réside dans la volonté des donateurs de se départir d'une partie ou de la totalité de leur patrimoine afin de se décharger de la gestion d'une exploitation agricole mais aussi de prévenir d'éventuels conflits entre les héritiers tout en leur permettant de se constituer un patrimoine cohérent. Il en découle que l'héritage est souvent la clef qui ouvre l'accès à la propriété foncière et que les opérations sur le marché foncier viennent seulement en complément. Il souligne au surplus que dans les régions céréalières, le statut de la terre n'est que le support de la richesse et non son fondement.

Dans une seconde partie, l'auteur confronte les agriculteurs à la conjoncture économique de la première moitié du XIX^e siècle, son objectif n'étant pas de mesurer la rentabilité de leur exploitation mais leur viabilité. À partir d'une logique comptable tout à fait originale (qu'il prend la peine d'explicitier dans le chapitre iv), la démonstration de Laurent Herment s'appuie sur 275 inventaires après décès de deux générations de petits exploitants, 1815-1820 et 1852-1857 qui lui permettent d'approcher au plus près des conditions d'installation des jeunes cultivateurs. Or, en région parisienne et donc à Marines tout comme à Milly, les baux stipulent précisément quelles sont les obligations du preneur notamment l'obligation rituelle de « cultiver, fumer et ensemercer les terres... ». Ces baux sous-entendent que le preneur doit disposer d'un capital qui lui permettra de « tenir » l'exploitation et qu'il sera à même de mettre en valeur correctement

les terres louées, le bailleur prenant bien garde de ne louer ses biens fonds qu'à un preneur dont l'assise financière est assurée. Ainsi, pour faire taire les craintes des bailleurs, un exploitant doit disposer d'un capital qui représente environ deux ou trois, voire quatre ans de gages d'un salarié nourri s'il entend prendre en main une exploitation dont la première sole couvre deux hectares.

Laurent Herment démontre que les performances des petites exploitations du canton de Marines reposaient beaucoup sur la capacité des fermiers à investir massivement dans la première sole dévolue aux céréales d'hiver. En effet, si le premier hectare, en toute logique, fournissait leur ration de céréales aux membres de la famille, à partir de trois hectares sous blés d'hiver, l'exploitant dégagait des surplus frumentaires commercialisables et bénéficiait à plein de la hausse des prix. Contre toute attente, les petits exploitants réalisaient des performances céréalières supérieures aux grands fermiers voisins car ils pouvaient réaliser des économies d'échelle ce qui n'était pas le cas dans les grandes exploitations dont les bénéfices étaient plombés par le coût des salaires et intrants divers.

Posant la question de la fortune des petits exploitants à partir d'un échantillon d'hommes âgés de moins de 65 ans, l'auteur note qu'elle est nettement supérieure à celle des journaliers que ce soit à Marines ou à Milly ; le montant de l'inventaire étant lui-même corrélé avec l'importance du troupeau de bovins ou équidés ce qui ne surprend guère puisque le prix auquel sont évalués ces animaux contribue à gonfler sensiblement le montant des inventaires. Seule surprise, les micro-exploitants sont les seuls à élever des abeilles qui complètent (ou compensent) par la vente de cire et de miel le faible revenu tiré de la terre. L'auteur attire également l'attention sur

les petites cultures (ou cultures complémentaires) que sont le chanvre et la pomme de terre. La culture de cette dernière, tout à fait marginale au cours de la première période étudiée, prend de l'ampleur ensuite comme en atteste la présence de quelques stocks de pommes de terre dans les inventaires même si, par ailleurs, les surfaces cultivées sont peu étendues. Le chanvre étant uniquement cultivé dans les jardins, la faiblesse des superficies qui lui sont dévolues rend mal compte de son importance dans l'économie agricole des petits exploitants puisque les mentions de graines, fils, filasse ou bottes de chanvre sont très nombreuses et que près d'un inventaire sur deux mentionne la présence d'un rouet. Le chanvre offrait ainsi un complément de revenu et/ou une alternative à la consommation de tissu importé puisque ce textile grossier, une fois tissé, se retrouvait en quantité dans les garde-robes paysannes. Laurent Herment se penche sur la diffusion des prairies artificielles dans ses deux cantons test. La comparaison entre les deux cantons s'avère une fois de plus efficace puisqu'elle met en évidence le retard de Milly. Le vecteur de progrès que constituent les prairies artificielles est enclenché à Marines dès la seconde moitié du XVIII^e siècle alors qu'à Milly il a fallu attendre les années 1820 pour qu'elles entrent pleinement dans les pratiques agraires des petits exploitants.

Les inventaires permettent aussi à Laurent Herment de réinterroger l'effet cycle de vie sur des biens mobiliers dont il avait préalablement souligné qu'ils étaient indispensables lors des processus d'installation. Dans les deux cantons, plus des deux tiers des défunts laissent une succession mobilière positive et, en ce domaine, le processus de désaccumulation enclenché progressivement à l'approche de la cinquantaine se poursuit jusqu'au grand âge. Selon l'auteur, les

possibilités d'accumulation patrimoniale des couples sont bloquées dès l'âge de 50 ans car, peu à peu, les ménages se défont de leurs actifs au profit de leurs enfants que ce soit sous forme de dots, prêts ou avances d'hoirie. Croisés avec les informations sur le patrimoine immobilier développées dans la première partie, ces informations permettent de mieux comprendre comment des fils et filles de petits exploitants parviennent à leur tour à prendre à ferme une exploitation ce qui met une nouvelle fois en relief le rôle de l'héritage même au sein de la petite paysannerie.

La dernière partie de l'ouvrage est consacrée aux parcours individuels des petits exploitants donnant ainsi plus de chair à un ouvrage dont les démonstrations restaient parfois assez théoriques et parfois un peu hermétiques au lecteur peu au fait des principes d'économétrie dans lesquels l'auteur excelle. Il s'appuie notamment sur le parcours du couple Réveillé-Damiot ce qui lui permet de souligner l'importance du mariage dans la réussite des ménages et de mettre en évidence, une fois de plus, la place de l'héritage. Comme avant lui Fabrice Boudjaaba, il fait un sort au prétendu attachement viscéral des paysans aux possessions familiales puisque le couple test n'hésite pas à se départir de certains biens de famille pour disposer de liquidités pour acquérir d'autres biens fonciers. Au terme de l'analyse du parcours de vie de son couple test, l'auteur souligne que le destin des familles dépend au plan économique de deux variables. D'une part, le niveau de fortune immobilière et foncière des parents, d'autre part, des possibilités de reproduction sociale qui sont liées au nombre de frères et sœurs d'un individu. Il en découle que l'épargne ne joue ici qu'un rôle secondaire dans les processus d'accumulation immobilière et foncière.

Au terme de son étude, L. Herment remet en cause le cliché qui ferait des petits exploitants des laissés pour compte du progrès agricole. Même si les surfaces qu'ils mettent en valeur sont faibles, les petits cultivateurs sont portés par la vague de prospérité relative du premier XIX^e siècle : leur niveau de vie progresse, leur taux d'alphabétisation augmente et leur habitat s'améliore. On comprend ainsi mieux comment la première moitié du siècle a pu être qualifiée de période faste pour les petits exploitants qui ont mieux résisté à la crise que les riches fermiers.

Isabelle Guégan

Peter MOSER, Tony VARLEY (dir.), *Integration through Subordination. The Politics of Agricultural Modernisation in Industrial Europe*, Turnhout, Brepols, coll. « Rural History in Europe, 8 », 2013, 320 p.

L'ouvrage édité par Peter Moser et Tony Varley, qui constitue l'opus n° 8 de la collection *Rural History in Europe*, est consacré à l'un des champs investis par les historiens ruralistes européens depuis quelques années. Selon les éditeurs, l'intégration de l'agriculture dans l'ère industrielle passe par la subordination de ses processus de production aux exigences de l'industrie. Or, ces processus s'inscrivent dans des processus de reproduction propres à la *biosphère*, qui n'obéissent que très imparfaitement aux exigences de l'activité industrielle fondée sur l'exploitation de la *lithosphère*. Les éditeurs nous invitent donc à repenser à la fois le processus de dénatura-tion et d'acculturation de l'agriculture, les politiques de mise au pas de l'agriculture et le jeu des acteurs ou des groupes sociaux face aux lentes adaptations de l'agriculture durant un très long XIX^e siècle, auquel succède une période

de bouleversements fulgurants après la Seconde Guerre Mondiale.

Deux chapitres, ceux de Niek Konig et Fritz Georg von Graevenitz ont un statut particulier. Le deuxième chapitre, signé N. Koning, fait écho au sous-titre de l'ouvrage. Il s'intéresse aux formes et aux objectifs de l'intervention de l'État en matière de politique agricole et d'approvisionnement entre la fin de la période moderne et l'époque actuelle. L'auteur souligne que l'opposition dichotomique marché/État ne permet pas d'expliquer la réussite des politiques agricoles. Il indique aussi que la période récente est marquée par le renforcement du rôle des acteurs privés dans la recherche de pointe, ce qui défavorise les agricultures les moins avancées et renforce l'intégration des agricultures avancées au sein des filières agro-industrielles et agroalimentaires, sans garantir que l'ère de la surproduction ne soit pas suivie d'une ère de rareté relative. Le sixième chapitre, signé F. G. von Graevenitz, s'intéresse aux tentatives de régulation du marché international du sucre durant l'entre-deux-guerres. La canne et la betterave se disputent le marché. Les stocks gonflent, les prix s'effondrent. Dans la mesure où, en raison des modifications de l'offre au niveau mondial, mais aussi parce que le sucre européen ne peut survivre qu'à l'abri de barrières protectionnistes, il est impossible de réactiver l'accord de Bruxelles de 1902. Le refus des firmes néerlandaises, qui dominent les plantations de Java, de se plier à la discipline d'un accord fait capoter les premières tentatives. Les Néerlandais défendent bec et ongles leur position de leader qui s'appuie sur l'exploitation d'une main-d'œuvre bon marché et sur la culture de variétés à hauts rendements (p. 137). La guerre sans merci que Java et Cuba se livrent provoque, en la personne de Chadbourne, l'intervention

des banques américaines impliquées dans la production cubaine. À la suite d'une négociation à rebondissement, au cours de laquelle les producteurs européens de sucre de betterave affrontent les deux producteurs majeurs de sucre de canne (Java et Cuba), une entente est finalement conclue, fondée sur la bonne volonté des producteurs des pays impliqués. Mais l'accord trouve rapidement ses limites puisque les producteurs des pays non-impliqués peuvent accroître leur production. L'accord Chadbourne permet néanmoins d'initier une négociation qui aboutit en 1937, et qui implique les États producteurs et consommateurs, en dépit de l'opposition initiale des producteurs de Java qui milite pour un marché exempt des interventions des États (p. 143). En définitive, comme le note l'auteur, les accords de 1931 (entre des parties privées) et 1937 (entre des États) peuvent être analysés comme des accords de plus en plus contraignants, système qui aura une longue postérité, jusqu'à la remise en cause des années 1980-2000.

L'article de Socrates Petmezias (chap. 5) et celui de Dulce Freire et Daniel Lanero (chap. 8) envisagent, respectivement les cas grec et ibérique. L'agriculture de l'Europe du sud est confrontée à des défis écologiques très différents de ceux de l'Europe du Nord. Plus encore que dans l'Europe médiane ou l'Europe du Nord, l'investissement public joue un rôle absolument crucial. En effet, comme le souligne S. Petmezias, l'agriculture méditerranéenne doit faire face à des régimes pluviométriques qui rendent indispensable la mise en œuvre de systèmes d'irrigation coûteux. Au-delà de ce verrou écologique, les économies agraires de l'Europe méditerranéenne sont caractérisées par l'omniprésence de la grande propriété. La politique de modernisation doit donc s'inscrire dans

un processus de dissolution des *latifundia* qui peut emprunter plusieurs voies. En Grèce, à la suite de la Première Guerre Mondiale et de la Guerre des Balkans, une réforme agraire radicale permet à la petite paysannerie et aux réfugiés gréco-turcs de devenir propriétaires. Mais l'absence des capitaux nécessaires à la modernisation induit un processus d'involution de l'agriculture jusque très avant dans le xx^e siècle. Ce n'est qu'à partir des années 1960, que la liquidation de la petite paysannerie, par l'émigration d'une large partie de la main-d'œuvre vers l'Europe du Nord, permet à l'agriculture grecque d'entrer dans une phase de modernisation accélérée. Les destins politiques du Portugal et de l'Espagne durant le xx^e siècle permettent à Dulce Freire et Daniel Lanero de mener une analyse comparative de longue durée. Ces deux pays entreprennent très tôt une politique de modernisation du secteur agricole qui a pour objectif de faire émerger dans les campagnes une classe d'exploitants susceptibles de porter le mouvement de modernisation. Si en Espagne, les services de l'État, parviennent, avec l'aide américaine, à impulser des politiques de modernisation qui profitent largement aux grands propriétaires, il n'en est pas de même au Portugal. Ici, les grands propriétaires terriens du sud du pays, qui constituent les soutiens politiques du régime dictatorial parviennent à freiner le mouvement de modernisation, ce qui retarde l'entrée de l'agriculture portugaise dans la voie de la modernisation. Même dans le nord du pays où, comme dans le nord de l'Espagne, la petite propriété occupe une place très importante, l'État portugais échoue dans ses tentatives de modernisation.

Un dernier article, celui d'G. Sanz Lafuente, concerne la péninsule ibérique. Ce chapitre est consacré à l'activité des laboratoires d'analyse des produits des

ville espagnoles à la fin du xix^e siècle (en particulier Saragosse, Madrid et Bilbao). Ce chapitre qui semble *a priori* étranger à l'histoire rurale, s'avère plein d'enseignements. Il nous éclaire sur les enjeux et les modalités de l'approvisionnement urbain, qui semble, en définitive, totalement déconnecté des zones rurales. De ce point de vue, bien plus qu'à un problème d'approvisionnement, les villes espagnoles sont confrontées à la fraude sur des produits alimentaires qui passent de plus en plus par les mains des industriels. Pour les villes, au-delà des enjeux sanitaires, le contrôle de la qualité et la lutte contre la fraude renvoient à des préoccupations fiscales. Il est clair que, dès la fin du xix^e siècle, il y a ici une solution de continuité entre agriculture, approvisionnement et qualité des produits.

Quatre articles concernent plus spécifiquement les régions qui ont constitué le cœur de la seconde révolution agricole. L'article de Serge Schmitz (chap. 13), nous apprend que les chiens étaient des animaux de trait dans les petites exploitations agricoles belges jusque très avant dans le xx^e siècle. L'interdiction progressive de ces pratiques, sous couvert de protection des animaux, s'inscrit selon l'auteur dans un long processus de liquidation de la petite paysannerie. Anton Schuurmann mène une réflexion sur la politique agricole aux Pays-Bas à partir des travaux de Michael Tracy, et Scott Lash et John Urry (passage d'un capitalisme *organisé* à un capitalisme *désorganisé*). Il ressort de cette étude que la « matrice institutionnelle agricole » (États, institutions scientifiques, forces du marché, et entreprises privées) mise en place au cours du xix^e siècle est réorganisée durant la crise des années 1930, avant d'être bouleversée une nouvelle fois à partir des années 1960-1970. La traduction dans le secteur agricole du nouveau schéma libéral, qui prend corps

dans les années 1960, est retardée, à tel point que l'auteur parle de « *agricultural sonderweg* ». Cette dernière période est marquée par l'émergence de nouvelles exigences, qualitatives, écologiques et culturelles, qui remettent en cause l'efficacité du schéma institutionnel. Le chapitre 12, signé Paul Brassley, étudie le jeu des acteurs (État, institutions scientifiques, instances de vulgarisation, exploitants agricoles) face à la mise en place des nouvelles technologies dans les années 1945-1985. Pour comprendre l'émergence des innovations l'auteur cherche, à l'aide de deux exemples, l'insémination artificielle dans l'élevage porcin et l'ensilage, à identifier les instances de pouvoir porteuses du savoir technique, leurs discours et les médias qui les diffusent (p. 307-308). Ces études de cas illustrent l'évolution de ces différentes instances au fur et à mesure qu'une technologie passe du stade de la théorie, à celui de l'expérimentation, puis de la vulgarisation.

Le chapitre consacré à une histoire comparée des politiques agricoles durant la Seconde guerre mondiale menées par le Troisième Reich, en Autriche, et le gouvernement britannique, permet de glisser d'une zone géographique à l'autre. On retiendra que la politique de mise au pas de la paysannerie anglaise durant la guerre est assez rude et, qu'au-delà de la rhétorique agrarienne, la politique agricole du Troisième Reich ne doit pas faire illusion.

Quatre chapitres sont consacrés à un large espace qui court de la Hongrie à la Savoie, en passant par la Suisse, l'Italie du Nord et l'Allemagne. Le chapitre 9, rédigé par Zsuzsanna Varga, est consacré à la résistance des paysans hongrois vis-à-vis de la politique de l'État hongrois. Le chapitre 10, s'intéresse aux évolutions des structures agraires dans l'arc alpin entre 1950 et 2000. Les chapitres 10 (Jonathan Harwood) et 11

(Daniel Flückiger) contribuent réellement, comme les articles de P. Brassley, S. Schmitz et G. Sanz Lafuente, à mieux appréhender la complexité des enjeux et les modalités de mise en œuvre du mouvement de subordination de l'agriculture à l'industrie. J. Harwood indique, à travers le cas bavarois, que la mise en œuvre de procédures destinées à tester les nouvelles variétés de semences commerciales en Allemagne à la fin du XIX^e siècle constitue le prélude à la mise en place, au début du XX^e siècle, d'institutions administratives et coopératives qui favorisent la promotion et l'amélioration des variétés locales les mieux adaptées. Cette étude permet à l'auteur d'avancer l'idée que, loin d'être rétive aux innovations, la paysannerie est capable de s'en saisir assez rapidement et de participer à leur mise en œuvre. Il permet aussi d'éclairer finement les motivations politiques de l'État bavarois dans la mise en place des structures d'aide à la paysannerie. Le chapitre de D. Flückiger est consacré au profil professionnel et aux activités des agronomes suisses ainsi qu'à la construction progressive de ce groupe professionnel à partir de la Première Guerre mondiale. La Suisse est traditionnellement très dépendante de l'étranger pour son approvisionnement. Les deux guerres mondiales représentent des tournants qui incitent le pays à réduire cette dépendance. Le groupe des agronomes occupe une place essentielle dans la mise en œuvre des politiques d'industrialisation de l'agriculture. Mais, comme l'indique D. Flückiger, la modernisation de l'agriculture suisse ne s'est pas faite contre la paysannerie. Une partie de la paysannerie, dont est issue une partie des agronomes, répond avec empressement aux sollicitations des groupes industriels, des élites administratives et scientifiques, des consommateurs, des agronomes.

D'un certain point de vue, le titre et le sous-titre de l'ouvrage annoncent un double programme ambitieux. Indépendamment de la qualité des articles, qui sont souvent intéressants, on peut se demander si l'objectif des éditeurs est pleinement atteint puisque beaucoup d'articles font la part trop belle, à notre sens, aux aspects purement politiques et institutionnels de la modernisation et passent, parfois trop rapidement, sur ce qui fait l'originalité de la problématique des éditeurs.

Laurent Herment

Sylvie PELLERIN-DRION, *De la « goutte » au Calvados. Le singulier parcours d'un produit d'appellation*, Mont-Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2015, 251 p.

Issu d'une thèse, cet ouvrage retrace l'histoire de l'eau-de-vie de cidre, la « goutte » des bouilleurs de cru au calvados, produit d'appellation commercialisé. L'écriture alerte, précise et élégante, les illustrations rendent la lecture aisée et donnent l'impression d'une recherche facile à réaliser, or il n'en est rien. Trouver les données nécessaires à la reconstitution de l'histoire du produit est très ardu car les entreprises ont rarement gardé leurs archives. Pour contourner la difficulté, il faut grappiller : statistiques agricoles des archives départementales, service des alcools du ministère des Finances, comptes d'administration des compagnies de chemin de fer qui relèvent parfois les quantités transportées, rapports des directions de succursales de la Banque de France, archives de la Chambre de commerce et d'industrie ; revues, en particulier le *Journal d'agriculture pratique*. Cette quête méthodique et patiente a donné les éléments pour brosser l'histoire d'un

produit, celle d'entreprises et celle d'un territoire, le Pays d'Auge parfois élargi à la Normandie.

Le siècle qui va de 1860 à 1960 voit la naissance de l'industrie de la distillation jusqu'à la fin du privilège des bouilleurs de cru. La première guerre mondiale est une date charnière car le monopole des alcools est instauré en 1916. La période 1860-1920 voit les progrès constants d'une recherche de la qualité à toutes les étapes de ce produit. Les pommes d'abord bénéficient de l'amélioration des variétés, de leur entretien et de la lutte contre les maladies, grâce aux travaux des agronomes. Les progrès du stockage des fruits, de leur préparation plus hygiénique bonifie la fabrication du cidre, ce qui profite grandement à la qualité de l'eau-de-vie de cidre. Le Pays d'Auge combine deux activités saisonnières, l'embouche et la mise en œuvre de la récolte de pommes ; les banques locales et régionales (et plus spécifiquement ici les succursales de la Banque de France en milieu rural) jouent pour lisser cette saisonnalité, avançant les fonds au printemps pour l'achat des bêtes à engraisser, fonds qu'ils récupèrent en fin d'année après la vente des pommes et du cidre. Interviennent alors les bouilleurs de cru. Droit inaliénable de « bouillir » sa récolte ou privilège intolérable, la question est passionnelle, elle anime la Chambre des députés et suscite une abondante littérature.

Durant la crise de fin de siècle, l'essor du « couchage en herbe » favorise les plantations de pommiers. Parallèlement, le développement des chemins de fer et la croissance de la demande, malgré la dénonciation des méfaits de l'alcoolisme, contribuent à la transformation de la production. Les bouilleurs de cru s'adressent souvent à des professionnels ambulants, les « brûleurs », et peu à peu livrent à des distilleries. Profitant des bâtiments désaffectés par

l'industrie textile en crise, les distilleries industrielles s'installent. Les créateurs en sont des propriétaires de vergers du pays d'Auge (Quétel en 1866, Floquet en 1871), des négociants comme les frères Saffrey de Lisieux, ou bien des non Normands comme Fournier. Ils vendent progressivement à l'extérieur des bouteilles aux étiquettes attractives.

La guerre de 1914-18 a une double conséquence : déclin de la consommation du cidre supplanté par le vin, diffusion du « calva » et d'une image positive de la Normandie. En juin 1916, l'État se réserve le monopole des alcools industriels, et le pays d'Auge produit directement de l'alcool à partir de la pomme.

Dans la seconde période, de 1920 à 1960, l'auteur montre bien le rôle ambivalent joué par les pouvoirs publics à la fois dans la demande d'alcool industriel, et les conséquences de cette demande dans la difficulté à faire d'une eau-de-vie de fruit à faible rayonnement national un produit de qualité, le principal débouché étant la commande publique. *A contrario*, les pouvoirs publics attribuent une AOC au Calvados en 1942 afin de préserver une partie de la production en France. En cela, la législation adoptée en temps de guerre a influé sur l'évolution qualitative du produit. Après 1916, le monopole d'État rompt le processus d'amélioration de la qualité en marche depuis 1860. Le renversement de cette situation intervient au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. L'obtention en 1942 de l'appellation d'origine Calvados et l'abolition du monopole en 1953 entraînent un assainissement du secteur des distilleries vers une production de qualité, astreinte à des normes strictes. L'image du Calvados devient celle d'un produit du terroir et haut de gamme. De petites monographies d'entreprise illustrent cette progression et

ses méthodes, en particulier celle du Père Magloire (p. 195-213)

L'ouvrage de Sylvie Pellerin-Drion se révèle donc d'une grande richesse. *Le Singulier parcours d'un produit d'appellation* nous montre que la loi du marché n'a pas été la plus déterminante, que les lois et normes de la puissance publique ont joué le rôle déterminant, comme le souligne Olivier Feiertag dans une fort belle préface. Il montre aussi que le produit économique est toujours un produit culturel, et ici l'imagerie de la Normandie, que les affiches de calvados ont contribué à forger, a aiguïé l'envie des consommateurs parisiens.

Nadine Vivier

Christine MARGETIC, Michaël BERMOND, Valérie JOUSSEAUME, Maxime MARIE (dir.), *Atlas des campagnes de l'Ouest*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014, 299 p.

Fruit d'un travail collectif qui a fédéré les efforts de 70 géographes et sociologues, cet ouvrage trace un panorama des campagnes de l'Ouest de la France. L'Ouest taille ici très large : il correspond aux anciennes régions de Haute et Basse-Normandie, Bretagne, Pays de la Loire et Charentes-Poitou. L'ouvrage est divisé en cinq parties, elles-mêmes composées de sous-parties, divisées en chapitres très courts (deux pages) systématiquement accompagnés d'une ou plusieurs cartes ou d'illustrations graphiques. La structure de l'ouvrage n'incite donc guère à une lecture cursive et, moins encore, à une lecture linéaire. Le lecteur est souvent tenté de flâner et il s'attarde volontiers sur l'étude d'une carte ou d'une illustration qu'accompagne un texte parfois lapidaire. On ne fera pas grief aux contributeurs de la brièveté de leurs commentaires, mais on regrettera que les introductions aux cinq thématiques ne soient pas plus fournies.

La première partie de l'ouvrage (« de l'enracinement aux nouveaux ancrages ») offre un premier angle d'attaque centré sur la démographie (migrations, vieillissement, santé), les données socio-professionnelles, politiques et syndicales. La seconde partie, « de la paroisse à la communauté de commune », adopte un angle de vue centré sur les territoires. Les chapitres de la sous-partie intitulée « vivre à la campagne » intéresseront plus particulièrement les ruralistes. Ils abordent les thèmes du vieillissement, de la pauvreté, de la présence ou de l'absence d'équipement de commerces et de services d'usage quotidien, de la jeunesse à la campagne, de l'accès au soin, etc. En dépit du titre retenu pour cette partie, il ne s'agit pas d'une démarche historique, ce qui en soit n'est pas une tare ; mais on s'interroge sur la volonté systématique d'inscrire dans la durée ce qui s'apparente en définitive à un état des lieux. Cette observation est valable pour les titres de toutes les parties. Les cinq premiers chapitres de la troisième partie, intitulée « du village au lotissement », sont consacrés aux formes *traditionnelles* de l'habitat. Les deux sous-parties suivantes, consacrées à la périurbanisation et à la préservation des espaces ruraux, sont particulièrement intéressantes en ce qu'elles livrent des clefs de lecture pour déchiffrer les phénomènes les plus contemporains. La quatrième partie intitulée « du modèle agricole intensif à l'AMAP » montre d'une part que l'agriculture et les industries agroalimentaires occupent encore une place importante dans les campagnes et, d'autre part, qu'il existe encore une grande diversité de système de production (céréales, production laitière, vignoble, maraîchage, légumes, etc.). Elle permet aussi d'envisager plusieurs facettes de l'évolution des conditions du métier d'agriculteur. On notera par ailleurs que le *bio* apparaît en définitive comme un

mode de conversion encore très marginal. La cinquième partie, « Des campagnes laborieuses aux nouveaux paradis verts », s'attache à décrypter les transformations récentes qui, au-delà des activités agricoles, affectent les sociétés rurales de l'Ouest de la France. Il existe des bassins et des gisements d'emplois dynamiques, d'autres, au contraire, s'étiolent. Les campagnes sont aussi un « lieu d'expérimentation sociale et culturelle », pour reprendre le titre de la seconde sous-partie, en matière de voisinage, de festivité, en matière artistique, etc.

L'appareil critique est composé d'une bibliographie générale et d'une bibliographie par partie, d'une BDgraphie, d'une filmographie et d'un index des auteurs de l'ouvrage composé de 70 noms.

Nos remarques critiques n'ôtent rien aux qualités de l'ouvrage qui doit se plier aux spécificités de l'exercice. On peut toutefois regretter qu'il ne soit pas accompagné d'un CD ou au moins d'une indication de site web accessible (sauf erreur de notre part). Le format *Atlas* correspond à un véritable besoin, mais sa traduction exclusive au format papier paraît en définitive désuète.

Laurent Herment

Colloque « André Vial, l'homme et l'œuvre » [11-13 juin 2010, Saint-Jean-la-Vêtre], Ô Forez, Bulletin des Amis de Saint-Bonnet-le-Château, Hors série, juillet 2012, 64 p., 10 €.

Ce hors-série du *Bulletin des Amis de Saint-Bonnet-le-Château* réunit les actes des journées organisées en 2010 sous la responsabilité de Jean-Pierre Houssel (Lyon-2), autour de l'une des grandes figures de l'histoire du militantisme catholique et agricole de la deuxième moitié du xx^e siècle : André Vial (1927-2003). Ce dernier,

issue d'une famille de petits paysans des Monts du Forez (de Saint-Jean-la-Vêtre), découvrant la JAC (Jeunesse agricole catholique) dans les années de guerre, fut en effet bien vite happé par les responsabilités nationales : secrétaire général (1949-53) de la JAC, secrétaire général (1952-53) puis président (1953-56) de l'ACJF (l'Association catholique de la jeunesse française), co-directeur de *Témoignage chrétien* (1957-61), chargé d'études à la Fédération des SAFER (1961-70), directeur général-adjoint de la FNSEA (1975-78), secrétaire général de l'Institut national des oléagineux (INODOL, 1979-87).

Les organisateurs du colloque entendaient ainsi combler un vide historiographique sur ce leader, alors que d'autres hautes personnalités issues du militantisme catholique-rural de la même époque avaient bénéficié d'approches biographiques – à l'instar de René Colson (Lerouxel, 1954 ; Coll., 1976) ou Michel Debatisse (Goure, 2008), comme ils le relèvent ; mais on pourrait en ajouter bien d'autres, tels Bernard Lambert (Chavagne, 1988), Raymond Lacombe (Crozes, 1992) ou Bernard Thareau (Coll., 1997). De même que ces recueils ont largement réuni des contributions, testimoniales ou réflexives, de proches, de collaborateurs, d'observateurs-journalistes, les journées consacrées à André Vial ont principalement rassemblé des témoins : 17 des 20 intervenants au total, seuls trois universitaires venant ponctuer ces évocations en posant le cadre contextuel.

Les communications sont regroupées en trois ensembles, selon un plan chronologico-thématique : « L'homme et l'œuvre. André Vial dans la Loire » ; « André Vial à Paris » ; et une dernière partie plus institutionnelle, centrée sur « La crise de l'ACJF et ses suites ».

André Vial présente un parcours militant jaciste relativement classique,

en ses premières années : il vient d'une région pratiquante, il est introduit dans le mouvement par un cousin prêtre, comme préjacite, puis jaciste, président de secteur, membre de l'équipe fédérale... Puis il fait partie du cercle des appelés au secrétariat national. La précocité dans l'exercice de responsabilités d'importance (secrétaire général de la JAC à 22 ans, président de l'ACJF à 26) est un bon reflet de la capacité qu'ont eu ces organisations, adeptes d'une pédagogie active, à jouer le rôle d'universités populaires efficaces, nuanciant de fait l'autodidaxie parfois brandie par les leaders qui en sont issus – selon un processus commun aux autres milieux syndicaux. Certes, la galaxie de témoins réunis pour ce colloque-hommage permet de nuancer l'image d'une JAC-école de représentants professionnels : on y trouve des journalistes, des formateurs, un aubergiste, un menuisier, un promoteur du ramassage scolaire... ; mais tous savent refléter la capacité à réagir, à organiser, à entraîner, qu'ils ont acquise dans le mouvement jaciste.

André Vial, lui, s'est construit un destin national et parisien, quand tant d'autres sont restés dans leur région ou ont eu une activité « pendulaire ». À la différence d'un Michel Debatisse ou d'un Raymond Lacombe, il n'a pas eu une vie parallèle, intermittente, d'exploitant, se définissant d'ailleurs lui-même comme un « paysan sans terre ». C'est via des fonctions administratives, de secrétaire général ou directeur, qu'il s'est maintenu dans le champ des organisations agricoles. Cela peut d'ailleurs expliquer qu'il ait moins précocement attiré l'attention de biographes que ses compagnons d'engagement. Ce défenseur des campagnes s'est trouvé, pour des raisons tant socio-économiques familiales que de carrière professionnelle, coupé de son terroir – et c'est là un cas « en limite », sans doute représentatif de bien d'autres situations

similaires à des niveaux de responsabilité moins élevés, qui mérite en soi d'être relevé. C'est à l'âge de la retraite seulement qu'il est revenu se fixer plus longuement dans sa région natale ; mais en pratiquant la résidence secondaire, dans une maison « rénovée » à cette fin, tel un urbain qu'il était devenu. C'était un cadet : « Ayant deux frères à la maison, il était assez disponible ». L'engagement militant, et les voies professionnelles qu'il lui a ouvertes, ont joué d'une certaine façon comme compensations vis-à-vis de la fermeture d'un avenir professionnel familial.

Il devient donc responsable national à l'époque clé où la JAC était en train de devenir réellement un mouvement de masse qui allait jouer un rôle essentiel dans la modernisation de l'appareil de production agricole et le renforcement des structures de coopération, préservant une partie de la sphère des exploitations familiales : Jean-Pierre Houssel rappelle de façon synthétique ce contexte, et Joseph Guigue livre un long et riche témoignage « de l'intérieur » sur la vie du secrétariat national de la JAC à cette époque. Très vite, il se trouve happé par la structure d'Action catholique croisant les milieux de vie : l'ACJF. C'est à juste titre qu'une large partie du recueil a été consacrée à cet épisode de la vie d'André Vial. Sa présidence, par sa démission après conflit avec la hiérarchie catholique et la JOC, signe en 1956 la fin de la grande organisation de jeunesse catholique née en 1886. C'est un épisode qui le propulse au premier rang de l'histoire de la présence sociale de l'Église. Au-delà du rappel d'un cadre relativement bien connu, auquel s'emploie Bernard Comte, l'appel fait aux témoins permet de préciser les jeux de pouvoir internes (Jacques Duquesne, JEC), ou incidemment d'apporter un éclairage sur la réception de l'événement chez les militants ruraux, « meurtris » (Marie-Thérèse Gatinois-Lacombe, JACF).

Après cette phase militante, André Vial entame alors sa carrière professionnelle, co-dirigeant quelques années *Témoignage chrétien*. Comme bien d'autres jacistes, il s'était initié à l'écriture journalistique, tant dans le journal national de la JAC, *Jeunes forces rurales*, que dans la presse locale de son département. La part accordée à l'implication dans la presse militante apparaît ainsi comme une clé pour saisir l'importance relative des carrières journalistiques chez d'anciens permanents venus témoigner. Le réseau de la Bonne presse / groupe Bayard, et plus largement de la presse confessionnelle, joue ici un rôle d'espace d'accueil privilégié pour les militants d'Action catholique, brassant les milieux d'origine. Mais André Vial, lui, s'est vite réorienté professionnellement vers la sphère agricole. À l'époque cruciale de la naissance des SAFER, dont le principe avait été largement porté par les cadres du CNJA issus de la JAC, il œuvre au sein de leur fédération. Puis, à la FNSEA, il est en charge, comme directeur-général adjoint, de l'enseignement, de la formation et du développement, puis du personnel, à l'époque de la présidence de Michel Debatisse ; il s'y investit notamment dans le dossier de création du FAFSEA, organisme paritaire pour la formation dédié aux entreprises agricoles. C'est ensuite en tant qu'expert à même de tirer parti de la loi de 1975 sur l'organisation interprofessionnelle agricole et de développer une filière émergente en s'appuyant sur son réseau d'interconnaissances, qu'il est démarché par la jeune Association française des producteurs de plantes à protéines, puis appelé au secrétariat général de l'UNIDOL, l'organisation interprofessionnelle des oléagineux.

L'image d'« intellectuel sans diplôme » (participant aux débats des revues, de clubs...) ressort de la grande majorité des témoignages. Elle interroge sur cette capacité des mouvements de jeunesse à

propulser dans l'univers de la pensée des militants n'ayant pas entrepris d'études et à les faire percevoir comme légitimes dans l'exercice réflexif, y compris par ceux qui ont emprunté les voies académiques – à une époque où ces cheminements divers cohabitent plus que jamais. Mais chez A. Vial, le caractère récurrent de ce qualificatif d'« intellectuel » chez les témoins de sa vie renvoie à autre chose qu'une simple compensation maîtrisée : à un trait de sa personnalité, repéré, presque, comme une forme de dissonance par rapport à d'autres responsables occupant des postes similaires dans l'administration du secteur agricole ou militant. Néanmoins, si trait de personnalité il y a, on discerne bien comment il a pu être activé et entretenu par l'immersion dans un milieu militant offrant des espaces d'approfondissement intellectuel et construisant des passerelles : Semaines sociales, jésuites (notamment de Fourvières, à la pointe de la réflexion théologique au lendemain de la guerre), anciens jécistes connus à l'ACJF (R. Rémond, J. Duquesne...), intervenants de prestige lors de journées de formation (Robert Schuman, René Dumont...) presse militante ou confessionnelle... Beaucoup de témoignages, mobilisant le souvenir de moments partagés avec André Vial, s'attardent également à restituer son caractère, sa façon d'être : un homme facile à aborder, affable, bon vivant aimant la compagnie de ses amis, « patron exigeant sans autoritarisme, convaincant avec bienveillance » (J. Guigue), « un sage » faisant « passer ses positions en douceur mais efficacement » (P. Brosson) ; « S'il s'agissait d'un problème pratique, on restait pratique ; s'il fallait entrer dans un débat philosophique, alors avions droit à une belle démonstration » (J.-Cl. Sabin). Au-delà de la trivialité anecdotique, c'est un mode de gouvernance qui est ainsi qualifié, ouvrant aussi sur une approche des

processus de décision. Sa foi, de même, est systématiquement soulignée : une foi caractéristique de l'intégralisme porté par l'Action catholique spécialisée, vécue comme devant s'immerger dans toutes les dimensions de la vie quotidienne. Une foi allant de pair avec une « piété discrète » (J. Duquesne), bien en phase avec la promotion contemporaine d'une attitude de « témoignage » non-prosélyte. Une foi qui a su cohabiter avec des positions en porte-à-faux avec la hiérarchie ecclésiale, contestant les « pesanteurs » d'une Église traditionnelle et du « mandat » d'apostolat épiscopal sur le laïcat des mouvements d'Action catholique. Sa proximité avec le père François Varillon, aumônier général adjoint de l'ACJF et auteur de fiches spirituelles remarquées, est maintes fois soulignée.

Au-delà du cas personnel d'André Vial, le croisement de témoignages opéré par cette collecte-hommage permet d'enrichir la réflexion sur les processus de promotion organisationnelle puis de reconversion professionnelle des militants de base du catholicisme rural. Les jeux de repérage-cooptation sont largement mis en avant : cooptation par les responsables en place de la génération juste précédente, plus souvent que par des aumôniers, ce qui signe bien l'efficacité du processus de promotion collective. En même temps, une forme de « fermeture » des perspectives professionnelles personnelles, voire de marginalisation dans le village d'origine (un réformé militaire voulant se faire oublier ; un fils de paysan ayant fait des études secondaires ; un facteur rural...), apparaît comme des conditions facilitant paradoxalement la promotion dans l'organisation, en rendant plus disponible. Les récits explicitant les modalités et conditions de renouvellement des équipes nationales réintroduisent par ailleurs la part d'incertitude dans cette gestion. L'approche

plurielle du colloque ne cherche pas, non plus, dans une veine hagiographique qui pourrait être attendue, à sous-estimer les échecs, s'interrogeant largement autour de la notion de « crise » (renvoyant justement aux approches de Denis Pelletier sur la « crise du catholicisme »), et de l'obsolescence rapidement rencontrée par les mouvements d'Action catholique spécialisée.

La conception de ces journées, privilégiant les témoins, offrait en retour peu d'espace à un travail concret sur des sources écrites, ce qui est quelque peu frustrant. Seul, parmi les universitaires mobilisés, Jean Vercherand entreprend-il de commenter trois articles de jeunesse d'André Vial. On devine la masse de publications de l'intéressé qu'il faudrait aller glaner dans une multitude de titres, rien n'étant dit de l'éventuelle existence d'archives privées qui auraient pu déjà être rassemblées. Et si quelques intervenants font référence à son livre phare, *La Foi d'un paysan* (1967), celui-ci ne fait pas l'objet d'une communication spécifique. Autant dire qu'après ce premier colloque, qui a eu le mérite de glaner la parole des témoins vivants, les pistes et les ressources ne manquent pas, pour poursuivre l'enquête autour de cet acteur majeur du militantisme catholique-rural du xx^e siècle.

Vincent Flauraud

Sophie LAMBERT-WIBER et François HOURMANT (dir.), *L'Animal et le pouvoir*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Essais », 2016, 190 p.

Dirigé par Sophie Lambert-Wiber et François Hourmant, tous deux de l'université d'Angers, cet ouvrage collectif publié aux Presses universitaires de Rennes s'attache aux rapports entre « l'animal et le pouvoir », en considérant que l'animal est « au cœur des représentations et des

pratiques du pouvoir d'État », ce qui détermine un angle d'approche spécifique. Les onze contributions réparties autour de trois thématiques sont issues d'une journée d'étude qui s'est tenue à l'université d'Angers le 4 décembre 2014. Loin de s'interroger sur le statut de l'animal, les travaux mettent l'accent sur les interactions entre animal et pouvoir en intégrant le registre émotionnel afin de percevoir et de comprendre les « reconfigurations » passées et en cours, notamment des régimes de sensibilité.

Dans sa présentation initiale François Hourmant se plaît ainsi à souligner combien sont étroits les liens entre animal et pouvoir, ainsi qu'en témoigne l'iconographique politique. L'animal, placé sous le pouvoir de l'homme par la violence, la contrainte, la législation est aussi l'image de la domination de l'homme sur la nature. L'auteur pose la question de la cohabitation avec les hommes et de sa gestion par ces derniers, dans une époque où la problématique de la protection de la biodiversité et celle de la sensibilité animale s'imposent avec de plus en plus d'évidence. Rituel, outil de communication, registre de l'émotion, l'animal est fréquemment convoqué pour « vendre » le pouvoir. Il permet d'accéder au registre émotionnel des sociétés et de percevoir ce qui relève de l'admissible et ce qui touche au contraire à l'abject, et ainsi de saisir ce qui fera le droit. Reprenant chaque contribution et la complétant par d'autres apports, François Hourmant tisse la cohérence d'ensemble de l'ouvrage et en dégage les traits essentiels, permettant ainsi une montée en généralité.

La première thématique, qui constitue la première partie de l'ouvrage, est consacrée à « l'animal réifié et protégé ». Pierre-Jérôme Delage, docteur en droit privé (université de Limoges) propose tout d'abord une explication de la réification moderne et contemporaine de

l'animal en cherchant à comprendre sur quoi repose la certitude occidentale d'une différence ontologique entre l'homme et l'animal, qui fait de ce dernier une chose et non une personne en droit. De ce postulat découle l'asservissement de l'animal, « bien saisissable » à exploiter.

Joël Hautebert (historien du droit, Angers) étudie ensuite les procès faits aux animaux sur une longue période allant du XIII^e siècle au XVIII^e siècle. Jusqu'à présent convoqués comme anecdotes insolites, ces procès, sortes d'acmé judiciaire, sont un éclairage intéressant sur la place de l'animal dans la société et sur la société elle-même. Deux cas de figure sont distingués : d'une part les procès intentés devant des juridictions laïques, lorsqu'il y a mort d'homme, qui concernent surtout des cochons ; d'autre part, les juridictions ecclésiastiques qui sont saisies des affaires de dévastation des récoltes, notamment par les insectes ou autre « ravageur ». L'objectif principal de ces procès, auxquels les autorités consentent généralement de mauvaise grâce, est de donner satisfaction à la population, de répondre à son attente de justice soit en confortant le rôle de l'Église comme intermédiaire entre les hommes et Dieu, en l'occurrence pour que celui-ci rappelle le fléau qu'il a envoyé sur Terre, soit en réparant le dommage subi et en châtiant le criminel, fut-il un animal, même si l'exécution perd ici beaucoup de son caractère exemplaire. Dans les deux cas, il s'agit bien de remettre le monde en ordre, de « rétablir un équilibre rompu », de restaurer la paix civile et celle avec Dieu.

Éric Pierre (historien, Angers) propose un focus sur la Société protectrice des animaux (SPA, fondée à Paris en 1845), tiré de sa thèse de doctorat. L'objectif originel de cette association, loin d'être le bien-être animal, est d'abord de protéger l'homme en poliçant ses mœurs. Ainsi la SPA cherche à « punir les brutes » issues

« naturellement » des classes populaires, mais aussi à éduquer ces dernières, à les civiliser. De sa fondation jusqu'aux années 1880, Éric Pierre identifie une première phase durant laquelle l'association promeut une « protection humaine de l'animal », très anthropocentrée. La SPA cherche à convaincre et à rassurer les pouvoirs publics, pour obtenir leur soutien dans son œuvre de moralisation du peuple. Sa direction s'adapte aux changements politiques : bonapartiste sous le Second Empire, elle nomme à sa tête un proche de Gambetta dans les années 1880. En échange de cette fidélité au pouvoir en place, elle obtient des subventions, des honneurs, et une reconnaissance d'utilité publique. Cela conduit cependant la SPA à un certain nombre de reniements. Elle abandonne par exemple son combat antivivisectionniste, qui déplaît à l'Académie de médecine et au gouvernement. Après 1880 émerge progressivement au sein de la SPA une protection centrée sur l'animal (le chien essentiellement) considéré comme un être souffrant. Les modes d'action et les relations avec les pouvoirs publics se transforment : la SPA veut désormais protéger réellement les animaux et agir directement et concrètement, par exemple en mettant en place des institutions. Moins tournée vers l'éducatif, elle réclame davantage de répression. Plus militante, l'association n'hésite plus à dénoncer le manque de fermeté du gouvernement, à critiquer les diverses autorités et à inciter ses adhérents à s'opposer physiquement à toute brutalité envers les animaux.

Sophie Lambert-Wiber s'intéresse aux relations homme-animal prises par l'angle fiscal. Elle constate que la référence à l'animal pour caractériser les contribuables qui subissent la pression fiscale est ancienne : oie, moutons, pigeons sont fréquemment convoqués. Habituellement,

le droit fiscal ne s'intéresse aux animaux qu'en tant que créateur de recettes, ce qui rend d'autant plus exceptionnelle la taxe sur le chien instaurée en 1855 pour plus d'un siècle. L'objectif premier de cette taxe est de contrôler le nombre de chiens pour des raisons de sécurité, d'hygiène et de morale. Sont particulièrement visés les chiens des populations les plus démunies. La loi a immédiatement un double effet : exécution de nombreux chiens ; consécration d'un nouveau statut social pour les chiens dont les propriétaires acceptent de payer la taxe.

La deuxième thématique met en avant « l'animal institutionnalisé et symbolisé ». Xavier Martin, professeur de droit à l'université d'Angers, porte son regard sur l'abeille impériale napoléonienne, qui suggère un modèle sociopolitique particulier : la ruche. « Régulée », « industrielle », « nataliste », « militariste » par certains aspects, elle a cependant le défaut – outre d'être gouvernée par une reine – d'incarner davantage le travail que la puissance. L'aigle complète alors le champ symbolique impérial, qu'il domine en fait. Pourtant l'abeille se voit assigner un rôle plus complexe, celui de légitimer le pouvoir impérial, tout d'abord en tissant le lien avec la Révolution et la République par la supposée « république des abeilles », qui possède néanmoins un chef. Ensuite en reprenant largement la fonction et les usages de la fleur de lys, que sa stylisation rappelle.

Jimmy Charruau, doctorant en droit public à l'université d'Angers, analyse un lieu de monstration pour les Présidents de la République – le salon de l'agriculture – diversement investi par les chefs d'État successifs et dont la norme-étalon a été durablement fixée par le président Chirac. Il souligne que la « mobilisation animale » permet de résoudre « l'ambivalence de la posture présidentielle », faite à la fois de proximité et de supériorité. Dans

le premier registre, l'animal permet d'afficher une humilité paysanne au contact des bêtes et des hommes tout en rendant honneur, par la dégustation, à la diversité des terroirs et donc à chaque identité locale. L'animal permet également au Président de s'élever, notamment car le salon de Paris est celui de l'excellence agricole nationale, sanctionnée par le concours général.

François Hourmant quant à lui livre une passionnante étude à orientation culturaliste sur le chien, animal de compagnie obligé des Présidents. Il met bien en évidence les rôles multiples que l'exposition médiatique lui assigne et toute la complexité symbolique dont il est chargé, ce qui en fait un véritable outil de diplomatie. Il souligne les différences nationales, bien plus considérables que les choix personnels : surexposé et personnifié outre-Atlantique, le chien du Président demeure en coulisses en France. Handicap politique quand pèse un soupçon d'indifférence ou de maltraitance, le chien devient un réel atout quand d'habiles communicants en font une pièce du *storytelling* présidentiel.

La dernière partie est consacrée à « l'animal entravé et libéré ». Vincent Gaboriau (maître de conférences en droit public, Angers) analyse le rôle du maire comme interface entre les animaux et ses administrés. D'un point de vue juridique, le maire est d'abord un protecteur. Il protège ses administrés contre les animaux, et notamment les « bêtes fauves » et les « nuisibles ». Il peut agir également contre les animaux domestiques divagants ou jugés dangereux comme les chiens d'attaque. Pour ce faire, les pouvoirs du maire, notamment de police, sont importants. Mais il protège et défend également les animaux en s'assurant notamment de leur bien-être (dans une animalerie ou durant leur transport par exemple) et en agissant contre leur

maltraitance. L'application de ces pouvoirs est cependant limitée par la fréquence des recours en annulation pour excès de pouvoir. D'autre part, ces pouvoirs déterminent de plus en plus une responsabilité pour des maires sommés d'agir en cas de problème lié à des animaux.

Caroline Boyer-Capelle (maître de conférences en droit public, Limoges) étudie l'intéressante question des territoires. Elle s'interroge sur les dynamiques actuelles visant à établir un nouveau partage de l'espace laissant davantage de place à l'animal sauvage. Pendant très longtemps en effet, notamment par la séparation entre « utiles » et « nuisibles », la question du territoire s'est posée non pas en termes de cohabitation mais en plutôt d'éradication : les hommes ont cherché, et souvent finalement réussi, à faire disparaître les animaux jugés incompatibles avec les activités humaines en expansion. Deux logiques sont venues recomposer cette vision de l'espace : celle de la protection d'espaces « naturels », dont l'homme n'est plus la seule finalité, ni même parfois le principe actif principal ; la protection d'espèces oblige encore l'homme à se confronter aux animaux sauvages jusque dans ses espaces les plus proches, les plus anthropisés et, partant, à redéfinir, parfois douloureusement, les relations qu'il entretient avec eux. En cas de difficulté particulièrement vive, deux types de solution existent. La première, commune car héritée, consiste à exclure l'animal problématique (abattage, capture et déplacement, effarouchement) en définissant ainsi des territoires où l'intérêt de l'homme doit généralement primer (cas du bouquetin, du loup). Plus rarement l'homme est exclu du territoire en faveur de l'animal sauvage. C'est le cas des chasseurs dans certaines portions de la montagne pyrénéenne pour préserver la quiétude de l'ours. C'est le cas également de certaines portions de littoral à la Réunion, mais pour protéger l'homme des requins.

Arnaud de Lajartre (maître de conférences en droit public, Angers) s'intéresse également au sujet de la cohabitation entre le sauvage et l'humain. Constatant que l'érosion de la biodiversité conduit les pouvoirs publics à se saisir des enjeux écologiques, l'auteur s'interroge sur la façon dont la législation et la réglementation redéfinissent la place de l'animal sauvage dans nos sociétés, afin de le sauver. L'animal a d'abord été parqué dans des zoos, des réserves ou autres parcs nationaux. Tous disposent une limitation des activités humaines. Tous possèdent la même faiblesse : l'existence de limites précises inadaptées à la grande mobilité du vivant, malgré certains dispositifs de transition. L'auteur souligne un effet pervers de ces espaces protégés : considérés comme de grande qualité par une part importante de la population, ils attirent de nouvelles pressions anthropiques constituées par des formes de tourisme et de loisir, qui ont du mal également à tenir compte des limites spatiales. Cette tendance favorise l'émergence d'une nouvelle gouvernance, fondée sur la concertation et la contractualisation. Enfin, pour dépasser les effets de frontière des espaces protégés, les pouvoirs publics réfléchissent davantage en termes de réseaux et de circulations, y compris animales, au risque de favoriser les espèces dites « invasives ».

Enfin Christian Pihet (géographe, Angers) analyse le supposé retour du sauvage dans la ville. Après avoir constaté la « visibilité accrue des animaux dans les milieux urbains », notamment par rapport aux espaces agricoles environnants, il examine les types de rencontres générées. Il distingue ainsi les animaux « choisis » (domestiques, oiseaux, lapins...) des animaux « non choisis » parmi lesquels existent deux groupes : les « neutres » qu'on laisse passer (sanglier, cervidés...) et les « rejetés » (insectes, rongeurs,

taupes...) que l'on détruit. Cette catégorisation se traduit dans un partage de l'espace: proximité pour les « choisis », bon voisinage pour les « neutres », interstices pour les « rejetés ».

Dans cet ouvrage collectif, on ne peut qu'apprécier et louer la qualité des textes – tous précis, bien documentés et démonstratifs. À cet égard, le livre s'avère une mine d'informations sur des cas singuliers. Néanmoins, on peut avoir quelques regrets. Tout d'abord, les contributions restent trop fréquemment descriptives et peu reliées les unes aux autres. Le manque de diversité des contributeurs, presque tous juristes, est un autre point qui peut être gênant, même si l'ouvrage y gagne en unité méthodologique, car les auteurs perdent parfois de vue les apports d'autres disciplines. Par exemple, sur les espaces protégés, des géographes ont bien défini les logiques opposées des espaces « ouverts » et « fermés » et des historiens ont retracé les différents courants à l'œuvre dans la définition des « réserves naturelles » dont certaines, dites « intégrales », érigent en axiome l'exclusion de l'homme. Enfin, malgré l'ordre du titre, qui place l'animal en premier, les études peinent à renverser la perspective et dessinent avant tout une histoire du point de vue humain, qui masque la matérialité animale au profit du symbolique, du culturel. Malgré ces quelques points, il reste néanmoins que « l'animal et le pouvoir » est un livre de qualité que le lecteur avisé consultera avec plaisir.

Rémi Luglia

Charles DEREIX, Christine Farcy et François LORMANT (dir.), *Forêt et communication, héritages, représentations et défis*, Paris, L'Harmattan, 2016, 435 p.

Contemporains de l'époque où les Nations Unies consacraient une année

entière (2011) à la défense et à la promotion de la forêt, l'ensemble des travaux présentés dans cet ouvrage, loin d'être le fruit de ces seules circonstances, cherche à cerner et donc à comprendre, comment fonctionne aujourd'hui la relation « monde du bois, de l'arbre et de la forêt » et l'ensemble des sociétés dans lesquelles nous vivons. Lancé à l'initiative du GHFF, avec l'appui de l'université catholique de Louvain, un programme de recherche s'y rapportant, conclu par un colloque, constitue l'origine de cette publication. La question n'est pas sans importance, en un temps où l'on accorde une place de plus en plus grande aux espaces forestiers dans le maintien des équilibres écologiques de la planète non sans tenir, à ce sujet, les discours les plus divers voire contradictoires. Toute une partie de l'ouvrage tend, sur ce point, à clarifier le débat et à dégager les conditions indispensables pour y parvenir. En même temps le projet connexe de cette recherche est d'apporter des réponses aux questions que se posent les gestionnaires de nos espaces forestiers occidentaux sur la manière de dialoguer avec un public qui pèse de plus en plus sur l'exercice de leur profession en en contestant la pratique. De ce point de vue le recours à l'expérience wallonne sur laquelle s'appuient les investigations lancées par les équipes de l'université catholique de Louvain, est particulièrement éclairant tant par le resserrement et l'homogénéité des espaces étudiés que par leur situation extranationale par rapport à la France. L'accent est mis sur une certaine incompréhension du public face aux modalités de l'exploitation forestière en général, de l'abattage des arbres en particulier ; mais peut-être faut-il comprendre qu'il s'agit également d'évoquer l'impossible équation de la filière bois si difficile à mettre en place dans des pays dont les espaces forestiers ne cessent de s'agrandir. Là encore la

référence concrète aux bois et forêts de Wallonie permet d'aborder ces questions délicates courtoisement.

Pourtant Andrée Corvol nous le rappelle dans son avant-propos, dans le cadre de l'hexagone, et malgré la multiplicité des propriétaires forestiers, il y a plus de quatre siècles que l'État s'emploie à mettre en œuvre une politique forestière quelles qu'en soient les difficultés et malgré les oppositions qu'elle suscite. Mais il y a les fondamentaux, et la forêt porte en elle, du fond des âges, tout un potentiel répulsif, angoissant, voire négatif qui en est resté, pratiquement jusqu'à nos jours, l'une des formes majeures de représentation. L'un des objectifs de l'ouvrage est de nous en faire prendre conscience tout en évoquant l'évolution des représentations qui se succèdent, au cours des âges, à propos des espaces forestiers : des déserts au sein desquels cherchent refuge les monastères médiévaux décrits par Christine Bru-Malgras à la trame verte en Nord-Pas-de-Calais évoquée par Marc Galochet et Laurène Wiesztort comme une stratégie de valorisation territoriale contemporaine il n'y a, à peu près rien de comparable hormis un intérêt commun pour les espaces forestiers. Qu'on se situe sur un même espace, qu'on resserre l'échelle des temps et l'on passe en quelques décennies, comme l'explique Michel Dupuy pour la forêt amazonienne, de l'enfer vert qui épouvante au poumon vert de la planète dont l'avenir est menacé. L'évolution de l'image que l'on se fait de la forêt landaise depuis les premières cartes postales évoquant une dune, des pins et la mer aux cheminements touristiques d'aujourd'hui à dimension écologique en est un autre exemple (Christine Bouisset, Isabelle Degrémont). Cette flexibilité temporelle des images ne doit pas dissimuler la richesse foisonnante des représentations contemporaines. Il suffit pour cela de parcourir quelques-unes

des publications grand public et d'en analyser le contenu comme s'y emploient Anne-Catherine Majda, Christine Farcy et Thierry de Smedt en étudiant sur les cinquante dernières années dans l'un des hebdomadaires les plus lus de la Belgique francophone, *Le Moustique*, les usages publicitaires de la forêt (p. 273-285). Les conclusions n'en sont pas moins convergentes avec l'ensemble du dossier : « la forêt occidentale devient, aux yeux de nos contemporains, une réalité vivante en interaction forte avec les comportements des humains et non plus un milieu lointain et hostile où ne s'aventurent que des personnages téméraires en quête d'une destinée hors du commun » (p. 285).

Il était impossible, vu la place qu'il a actuellement prise dans notre relation à nos équilibres de vie, de ne pas intégrer l'arbre à cette réflexion, même si, on s'en rend compte très vite, son histoire et la place qu'il occupe dans notre mental sont très différentes, on pourrait même dire, à l'opposé de la relation que nous avons, de tout temps, construite avec les espaces forestiers. Il en est, en quelque sorte, comme l'antithèse, la part humanisée, et sa place, Andrée Corvol le montre avec force dans les pages préliminaires, est celle d'un référent de vie, de salut, de pérennité universelle, manifeste depuis le néolithique et peut-être avant, particulièrement sensible dans notre Occident qui, périodiquement, en fait un symbole spirituel au service du christianisme, des pouvoirs, des révolutions. C'est l'arbre de Jessé des Écritures qui sert de base à toutes les improvisations généalogiques (fig. 10, p. 55) et l'immensité des références qui, au cours des siècles, se sert de ses représentations comme le vecteur positif d'un message à prendre en compte. Tout une partie de l'ouvrage met en évidence la multiplicité de ses usages contemporains : l'arbre partisan intégré peu à peu dans les logos politiques (Laurence

Danguy, François Lormant, Laurent Olivier) ; l'arbre messager qu'on adopte ou qu'on plante pour le soutien d'une bonne cause par le biais de sites internet (Véronique Dassié)... Chacune de ces enquêtes en témoigne, l'arbre ainsi utilisé ne « constitue donc [qu']une interface de la communication et du politique qui permet de parler de beaucoup de choses mais finalement peu des arbres » (p. 271). Faut-il donc dire avec Inès Méliani et Paul Arnould étudiant dans le cadre de la ville de Lyon les modalités de l'implantation de l'arbre au cours de ces dernières décennies, qu'il est devenu l'otage de nos civilisations urbaines ? Intrinsèquement victime du cadre de vie citadin, menacé de disparition totale à l'époque du béton roi, l'arbre en ville ne retrouverait, aujourd'hui, qu'une place symbolique. Victime de son succès l'arbre ou sa représentation partielle ou totale serait devenu une sorte de bonne à tout faire aux ressources inépuisables.

Tel est le bilan : d'un côté des images ancrées dans l'esprit du public, de l'autre d'autres images mises au service des objectifs les plus divers et, dans cette cacophonie la nécessité de trouver un cheminement plus cohérent indispensable à une vision plus juste des réalités et des enjeux. L'ensemble des travaux réalisés par les équipes de l'université de Louvain fondés sur des analyses de contenu ciblant, tour à tour, les attentes et l'état d'esprit du public puis le discours sur la forêt tenu actuellement par les acteurs de la filière bois, souligne, à l'évidence l'existence de divergences majeures pouvant, en partie, expliquer les incompréhensions profondes constatées de nos jours. C'est, par exemple, comme le montre l'étude méthodique de la place réservée à l'arbre et à la forêt dans tout un ensemble de jeux éducatifs, l'existence d'une image de l'arbre et de la forêt « floue, éloignée de la réalité. Elle

mélange des éléments fictifs et réels » (p. 128). C'est une vision dématérialisée qui illustre le fossé qui s'est installé entre le grand public et les gestionnaires de la forêt. À partir de là il y a certainement mieux à faire pour l'insertion d'un propos pédagogique sur la forêt dans les jeux des enfants mais il y a plus que cela. L'exemple développé par Marc Galochet et Laurène Wiesztort à propos de « la politique de reforestation et de Trame verte en Nord-Pas-de-Calais » évoque pertinemment la complexité des enjeux d'une politique forestière dès lors qu'elle a quelque ambition. Comme l'explique le Groupe de Recherche en Médiation des Savoirs de l'Université catholique de Louvain (Julie Matagne, Pierre Fastrez, Thierry de Smedt) c'est à une éducation critique du public qu'il faut tendre. Il y a là une communication à inventer (p. 359) qui passe par une information correcte, plus démonstrative qu'émotive, indispensable dans tout milieu éducatif se donnant pour but l'acquisition d'une autonomie cognitive que l'échange dans le cadre familial ne peut que renforcer. Il faut lire ces pages toniques qui interpellent les pouvoirs publics et l'ensemble des familles quant à leur responsabilité dans ce domaine.

C'est donc vers une nouvelle forme de communication forestière qu'il faut aller : « celle qui a pour objectif non de convaincre mais de rendre les citoyens capables de penser les arbres et la forêt dans leurs fonctions multiples (tant matérielles que symboliques) et de connecter leur vision des arbres et de la forêt à une vision plus large d'une société durable dans un environnement durable, conformément aux nouvelles questions collectives contemporaines » (p. 390). Charles Dereix, en conclusion, trace quelques-unes des formes actuelles conduites par les responsables français des Eaux et Forêts. Luc Courtois auparavant, nous avait

laissé, pour rêver, les belles images de la forêt wallonne telle qu'il les retrouve dans la bande dessinée, ce chef-d'œuvre de la culture locale (p. 133).

Jean Boissiere

Michel PETIT, *Pour une Agriculture mondiale productive et durable*, Paris, Quae, 2011, 112 p.

Avec ce petit livre de seulement 112 pages, nous voici en présence d'une analyse de l'agriculture à l'échelle mondiale volontairement optimiste mais sans tomber dans l'apologie ni dans un angélisme béat par rapport à l'agriculture, à ses impératifs alimentaires, à sa grandeur (nourrir l'humanité en nombre croissant) et à ses servitudes (produire n'est pas sans contraintes socio-économique et environnementale). L'auteur, un agronome économiste de formation ayant travaillé pour la Banque mondiale, et qui s'inspire largement des économistes anglophones, se sert de leurs conclusions pour nous montrer que si le défi alimentaire de ce siècle paraît énorme au regard de la demande démographique, l'humanité a les capacités de le relever à l'aide de la science et de la technique dans le cadre d'une agriculture raisonnée et durable.

L'ensemble du livre met ainsi l'accent sur les progrès de l'agriculture depuis la période de l'après-guerre et plus précisément depuis les années 1980 jusqu'à nos jours. Durant cette période, la croissance de la production et des rendements a dépassé celle de la population. À partir de ce constat et d'une mise au point méthodologique d'analyse statistique de la production agricole à l'aide d'indicateurs agrégés pour en montrer les limites épistémologiques, le livre s'organise en trois parties. La première partie traite des « tendances mondiales » et établit le

bilan de la production agricole globale et de la productivité à travers des indicateurs généraux tout en montrant les effets contrastés sur l'environnement. La seconde partie, « les actions à mener locales et diversifiées » présente des études de cas en Chine, au Brésil, en Afrique de l'Ouest et en France. Enfin, la troisième partie cherche à avancer dans la discussion pour ou contre une agriculture productive avec « trois débats à clarifier aujourd'hui » en examinant le développement des OGM, l'utilisation des pesticides et le risque de marginalisation des nombreux petits paysans pauvres.

Dans tous les thèmes traités, la réponse finale revient quasi à l'identique : sans les progrès de la science et de la technique, il n'aurait pas été possible de nourrir l'ensemble de l'humanité (malgré la persistance de la faim) et la situation serait sans doute encore pire qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Prenons en exemple la première partie de l'ouvrage. Elle analyse les progrès de la production céréalière qui, malgré une baisse récente des rendements en particulier dans les pays développés, a connu une croissance régulière (2,5 % par an). Les raisons en sont les progrès dans les rendements et donc dans la productivité. L'auteur rappelle opportunément que cette dernière peut être liée à l'apport supplémentaire d'intrants – capitaux, outils, produits chimiques – et dans l'extension des terres arables. Autant de facteurs qui permettent de diminuer la quantité du travail humain et de faire baisser les coûts de la production. Cette modernisation de la production a permis d'obtenir une croissance comparable à celle de la population dans le même temps (2 % par an) et donc de réussir à nourrir globalement la population mondiale, malgré l'existence de zones où la population peut encore souffrir de la faim.

L'exemple des céréales est ensuite appliqué à d'autres productions agricoles et l'évolution de la production alimentaire est analysée dans le cadre des grands blocs continentaux. Il ressort de cette nouvelle étude, à une échelle plus grande, que les progrès dans la production alimentaire ont été plus intenses en Asie et en Amérique latine qu'ailleurs, l'Afrique subsaharienne étant sans doute la zone où les rendements ont été un peu plus faibles, mais c'est aussi là que l'interprétation des données est la moins aisée. Là encore, la croissance des rendements peut être comprise comme le résultat des progrès dans l'utilisation des intrants et des progrès techniques et organisationnels de l'agriculture. Cette première partie se termine par un tour d'horizon des aspects moins positifs et des conséquences plus néfastes de l'agriculture moderne : la détérioration des sols en raison de l'expansion et de l'abandon des terres cultivées, la réduction de la biodiversité, l'utilisation et le gaspillage de l'eau d'irrigation, l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre.

Dans tous ces exemples qui posent problème, et c'est louable de la part de l'auteur de les aborder, la même conclusion revient comme un leitmotiv, les progrès dans l'agriculture peuvent encore améliorer la situation.

Il serait possible d'aborder les deux autres parties avec des conclusions très proches, mais avec toujours des nuances, il faut le rappeler. Pourtant, il est une

ombre dans ce tableau avec le thème sur les pesticides qui est particulièrement décevant. L'argumentaire est pauvre, souvent un plaidoyer *pro domo* en faveur de l'utilisation des produits chimiques, et la conclusion davantage encore : « il faut utiliser les pesticides intelligemment, c'est-à-dire développer des produits qui soient le moins nocifs possibles pour la santé humaine et pour l'environnement... ». Par contre, sur la chute libre du nombre d'abeilles en raison d'insecticides particulièrement meurtriers, l'omerta est de rigueur !

La conclusion générale rappelle les bienfaits des progrès de l'agriculture productiviste, mais rappelle qu'ils sont difficiles à mettre en œuvre par et pour les petits paysans pauvres.

Ce livre est au final foncièrement positif, ce qui, dans la sinistrose générale prévalant en France en particulier, change et se veut rassurant, mais il n'aborde pas ou très peu certains thèmes pourtant d'actualité depuis plusieurs années. En effet, en dehors peut-être de l'agriculture raisonnée, l'auteur n'aborde guère les différentes formes d'agriculture respectueuses de l'environnement, agriculture biologique, agro-écologie, agriculture en biodynamie, alors qu'on aurait aimé avoir un aperçu de leur efficacité, voire de leurs faiblesses ou, pourquoi pas, des mythes qui s'y attachent.

François Legouy

SOUTENANCES DE THÈSES

Émilie CAVANNA, *Spatialisation des élites rurales médiévales et modernes dans le Bassin parisien. Pour une approche archéogéographique des pratiques sociales de distinction*, thèse de doctorat en archéologie, soutenue le 15 septembre 2016 à l'Institut National d'Histoire de l'Art de Paris.

Jury: Claire Hanusse, maître de conférences habilitée à diriger des recherches en archéologie médiévale de l'université de Caen (rapporteur); Anne Nissen, professeur d'archéologie médiévale à l'université de Paris 1; Christophe Petit, professeur d'archéologie environnementale à l'université de Paris I (directeur de thèse), représentant en son absence Joëlle Burnouf, professeur émérite d'archéologie médiévale à l'université Paris 1 (première directrice de thèse); Claude Raynaud, directeur de recherche au CNRS-UMR 5140, université de Montpellier (rapporteur); Sandrine Robert, maître de conférences en archéogéographie à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales; Nicolas Verdier, directeur de recherche au CNRS-UMR 8504 et directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (président du jury).

Après des remerciements adressés aux membres du jury et à l'assemblée, ainsi qu'un résumé de son parcours universitaire et professionnel, Émilie Cavanna présente synthétiquement la problématique de son travail. Fondamentalement transversale parce qu'à l'interface des sciences humaines et sociales, cette thèse renouvelle les perspectives sur

deux concepts essentiels, l'espace et les élites, et elle aborde leurs interactions. La candidate a choisi de s'intéresser à l'utilisation de l'espace par les élites rurales en suggérant que le choix du lieu d'implantation d'un habitat a une signification sociologique et que la répartition spatiale (ou spatialisation) des élites renseigne sur leurs pratiques de distinction sociale. Afin de tester cette hypothèse, l'existence de critères spatiaux, appelés *géofacts*, autorisant à caractériser le niveau social des habitats fouillés a été postulée.

Cette problématique avait été expérimentée en maîtrise, grâce à l'étude des manoirs du Pays d'Auge, conceptualisée en master 2, puis transférée à d'autres ensembles en thèse. Le doctorat a également été l'occasion d'approfondir le cadre épistémologique en repensant certains modèles hérités de l'historiographie médiévale et en y intégrant des concepts comme la spatialité et la distinction, développés par la géographie, la sociologie et l'anthropologie.

S'appuyant sur les acquis du programme Archéomédès, É. Cavanna a élaboré une grille d'analyse regroupant les éléments décrivant les caractéristiques de l'interaction élites/espace. Sont compris les critères sitologiques décrivant les composantes du milieu (sous-sol, hydrographie...), les indices planimétriques qui abordent les éléments du paysage (relations site/parcellaire ou réseau viaire) et enfin les paramètres situationnels détaillant la composition du territoire (relations site/habitats groupés, emprise foncière du site, etc.).

Parallèlement, en combinant les outils et méthodes de l'archéologie spatiale et de l'archéogéographie, la candidate a créé un protocole d'analyse adapté aux variations d'échelles de temps et d'espace de son corpus. Ainsi, les sites archéologiques sont examinés sur le temps long afin de distinguer des propriétés invariantes, et sur le temps court pour percevoir des tendances et des évolutions. Cette variation scalaire se retrouve au niveau spatial puisque les échelles micro-locale, locale et supra-locale sont employées.

É. Cavanna présente ensuite deux études de cas développées dans sa thèse. La première comprend les trente-quatre habitats élitaires situés dans la vallée de la Touques en pays d'Auge (14), retenus suite à une évaluation critique de cartes et plans anciens. De nombreuses analyses statistiques et spatiales ont été menées ; quelques-unes nous sont décrites succinctement : la relation entre les sites et le faciès topographique, et l'emprise foncière de chaque site par rapport aux surfaces du tissu parcellaire. Le second exemple détaille la « Ferme du Colombier » à Varennes-sur-Seine (77), occupée par une succession de petites élites rurales durant deux siècles. Ce site, fouillé par Séverine Hurard (INRAP) en 2004, a permis à É. Cavanna d'expérimenter sa grille d'analyse et de réexaminer le cas du pays d'Auge.

Ces enquêtes ont abouti à deux modélisations des stratégies d'implantation des élites rurales. La première synthèse a mis en évidence une variation chronologique des stratégies spatiales ; ainsi, une césure apparaît au XVII^e siècle, induisant une différence entre les pratiques des XV^e-XVI^e siècles et celles des XVII^e-XVIII^e siècles. La seconde modélisation a montré des distinctions dans les stratégies d'implantation au XV^e-XVI^e siècles, divisant l'échantillon de sites en deux groupes, appelés « socio-modèles ». Le socio-

modèle 1 comprend des élites rurales aisées et établies, ayant des trajectoires ascendantes, qui décident d'investir des lieux de pouvoirs anciens et/ou prestigieux au sein de parcelles importantes, à proximité d'édifices symboliques ou au cœur du village et fortement connectés au réseau viaire. Le second socio-modèle intègre des élites plus modestes et composites, en cours d'ascension ou de déclin, qui cherchent à se maintenir ou à intégrer le groupe établi par l'acquisition de biens fonciers et du statut noble, tout en ayant une vie tournée vers l'exploitation de la terre. Les lieux occupés sont donc propices à la production agricole, bien desservis par le réseau hydrographique et à l'extérieur du pôle villageois.

Ce schéma a permis à É. Cavanna de proposer des interprétations de la prégnance de certains *géofacts*. D'un point de vue sociologique, ils peuvent incarner deux pratiques de distinction : la différenciation reposant sur la captation de certains lieux ainsi que la distanciation permettant de contrôler la relation aux autres. La mise en perspective historique permet à la candidate de montrer que ces *géofacts* rendent compte de bouleversements sociologiques observés par les historiens des textes : l'importante mobilité sociale caractérisant la fin du Moyen Âge et le renouvellement des codes de représentation sociale.

É. Cavanna conclut en affirmant sa volonté de confronter, par une analyse sérieuse et informée, sa démarche et ses modélisations à d'autres corpus et d'aborder des notions comme la résilience des pratiques sociales.

À la suite de cette présentation, C. Petit prend la parole et lit un document rédigé par la première directrice de thèse d'É. Cavanna, J. Burnouf. Elle y formule de nombreuses remarques, reprises par l'ensemble des membres du jury, félicitant le sérieux de la réflexion,

le raisonnement clair et argumenté, l'utilisation de formules pertinentes et le plaisir d'une lecture fluide, rappelant le nombre important de références bibliographiques. Elle questionne cependant la non-utilisation des données de la carte archéologique du Val d'Oise pour tester la modélisation à plusieurs échelles, ce qu'É. Cavanna explique par le choix de ne pas utiliser davantage de temps.

Christophe Petit reprend la parole, en son nom, et revient sur la qualité de la cartographie et des diagrammes, la très grande culture scientifique d'É. Cavanna, sa démarche rigoureuse et son invention de la notion de *géofacts*. Il achève son intervention en exprimant le souhait de pouvoir transférer la démarche présentée à d'autres époques chronologiques.

Après avoir lu son rapport et complimenté le travail sur les mêmes points, Claire Hanusse formule plusieurs réserves. Elle regrette que le vocabulaire hérité des sources historiques n'ait pas été davantage questionné, que l'étude archéogéographique de la Ferme du Colombier ait déjà fait l'objet d'une publication dans la monographie du site, et qu'il ne soit pas fait référence à des chercheurs anglais, notamment R. Liddiard.

Le second rapporteur, Claude Raynaud, souligne le paradoxe qui existe entre un travail pluridisciplinaire s'affranchissant des modèles traditionnels et un titre s'inscrivant dans la périodisation habituelle de l'histoire. Il interroge également l'utilisation de concepts ou de termes lui ayant paru malheureux, tels l'emploi de la *lieu* comme unité de distance ou l'expression maladroite de « frontière naturelle » qualifiant un cours d'eau. Il termine son discours en faisant, à ce travail et à son auteur, les mêmes éloges que ses prédécesseurs.

Anne Nissen admire aussi la finesse de la réflexion présentée et la prudence adoptée par É. Cavanna. Elle lui suggère

tout de même plusieurs actions afin d'améliorer sa démarche : lire les travaux menés par certains protohistoriens qui pratiquent la même prudence, s'interroger sur l'identité des occupants de ces habitats, s'intéresser aux relations entre l'architecture et le paysage, et examiner le concept de réinvestissement des habitats. É. Cavanna répond avoir déjà réfléchi à ce dernier point mais qu'il lui semble difficile à étudier faute de sources écrites et/ou archéologiques détaillées.

Sandrine Robert félicite également la candidate pour la globalité de son travail, et particulièrement ses aspects archéogéographiques. Elle apprécie aussi la lucidité et l'honnêteté de l'auteur par rapport à ses incertitudes et aux défauts inévitables de l'analyse. S. Robert mesure la densité de la bibliographie mais note l'absence de références à la *landscape archaeology*. Elle pointe de plus l'intérêt du concept de résilience abordé par É. Cavanna en conclusion puis évoque deux concepts qui, selon elle, auraient mérité d'être abordés : l'héritage et le capital.

Nicolas Verdier, président du jury, approuve l'authentique interdisciplinarité de l'approche de la candidate, et notamment le recours à la sociologie, discipline régulièrement mise à l'écart, ainsi que la place centrale de l'expérimentation dans sa démarche. Il regrette cependant un manque bibliographique sur ce point. Il constate également un certain manque de profondeur chronologique dans la bibliographie, qui est somme toute assez récente, et qui aurait bénéficié d'ouvrages plus anciens. En outre, il tient à attirer l'attention d'É. Cavanna sur l'usage de certaines cartes anciennes réalisées dans des conditions ne favorisant pas leur exactitude, ainsi que sur la complexité de la continuité supposée des limites territoriales des paroisses et des communes. Il incite enfin la candidate

à réfléchir à la symbolique des habitats élitaires même après leur abandon.

Le jury invite alors l'assemblée et la candidate à se retirer afin de procéder à la délibération. Après plusieurs minutes, le titre de docteur est accordé à É. Cavanna, avec les félicitations unanimes du jury.

Diane Rego

Violaine NICOLAS, *Genèse d'un monde pastoral. Le système d'estive sur la planèze méridionale du Plomb du Cantal, de la fin du Moyen Âge au milieu du XIX^e siècle*, thèse de doctorat d'Histoire, soutenue le mardi 27 septembre 2016 à l'Université de Caen.

Jury : Annie Antoine, professeur d'histoire moderne à l'université Rennes 2 (rapporteur, présidente du jury) ; Nicolas Carrier, professeur d'histoire médiévale à l'université Lyon III ; Philippe Madeline, professeur de géographie à l'université de Caen ; Jean-Marc Moriceau, professeur d'histoire moderne à l'université de Caen (directeur) ; Laurent Rieutort, professeur de géographie à l'université Clermont II (rapporteur) ; Christine Rendu, chargée de recherches au cnrs, université Toulouse-Jean Jaurès.

À mi-chemin de trois (histoire, géographie et archéologie) voire de quatre (ethnologie) disciplines soucieuses de leurs objets, de leurs méthodes et de leurs concepts respectifs, la thèse de Violaine Nicolas fut unanimement saluée par les membres d'un jury – dont l'hétérogénéité avait été pensée pour l'occasion – pour son « interdisciplinarité fusionnelle », selon l'expression de Philippe Madeline. Historiens (Jean-Marc Moriceau, Anne Antoine, Nicolas Carrier), géographes (Laurent Rieutort, Philippe Madeline) et archéologue (Christine Rendu) tenaient ainsi à souligner une interdisciplinarité ambitieuse mais risquée, dans

un contexte de spécialisation continue des études universitaires. Face à cet imposant travail, issu d'une démarche de longue haleine engagée en 2008 dans la continuité d'un travail de master consacré aux bâtiments (les *burons*) servant à la production fromagère estivale dans les montagnes d'Auvergne et financée par un contrat doctoral accordé par le Conseil régional de Basse-Normandie, tous et toutes avaient incontestablement en tête le modèle de l'ancienne « thèse d'État ». La soutenance fut l'occasion d'interroger les enjeux d'une démarche *pluridisciplinaire* (cumul des compétences disciplinaires) plutôt que *post-disciplinaire* (disparition des frontières disciplinaires). Elle permit également de souligner des apports précieux dans la compréhension de l'économie des territoires montagnoux cantaliens à l'époque moderne, habituellement réputés pour leur pauvreté et volontiers relégués au statut de marges historiographiques. Après avoir évoqué les enjeux du cadre spatio-temporel de l'étude de Violaine Nicolas, nous reviendrons sur les enseignements majeurs de sa démonstration. Nous finirons par l'évocation des principaux débats suscités par son travail.

Dans sa thèse, Violaine Nicolas manifeste l'ambition de faire l'histoire « totale » d'un système économique né durant le Moyen Âge et actif jusque dans les années 1960, en faisant le pari d'une analyse sur la très longue durée centrée autour de la production d'une denrée alimentaire – les fourmes – et de pratiques sociales saisonnières liées à l'élevage de vaches laitières, pratiques regroupées sous le terme englobant d'« estive ». Ceci ne constitue pas une véritable transhumance mais caractérise seulement des mobilités courtes, la « montade » et la « dévalade », entre les hauts plateaux fourragers et les « fermes à vacherie », en bordure des hauts plateaux, où les vaches sont nourries avec

du foin durant l'hiver. V. Nicolas ouvre son étude par l'analyse de la « genèse » du système économique fromager, puis déroule le fil du temps pour considérer ses mutations jusqu'aux lendemains de la Révolution, « au milieu du XIX^e siècle ». Le choix de l'objet historiographique est donc inhérent à la focalisation sur un territoire précis au cœur du massif cantalien, commencé avec le travail de master de 2008, dont il s'agit en définitive de comprendre l'anthropisation. Fondamentalement, elle interroge la manière dont un territoire montagneux d'apparence rude, réputé pour sa pauvreté, fut progressivement mis en valeur *via* l'exploitation saisonnière de ressources herbagères estivales. En cela, sa démarche historique relève également de la géographie comme le souligne Laurent Rieutort, puisqu'il s'agit de comprendre les interactions entre des évolutions socio-économiques et l'évolution de paysages. Aussi, l'analyse est-elle resserrée sur la portion d'un plateau basaltique d'origine volcanique légèrement incliné (« planèze »), entre les vallées du Goul et de Brezons, au sud du Plomb du Cantal, relief conique dominant l'ensemble (1 855 m d'altitude). À cheval sur les terroirs de huit communes contemporaines et couvrant une superficie d'environ 250 km², le territoire d'étude comprend une vaste zone de pâturages saisonniers (7 200 hectares) répartis entre 1 100 et 1 500 m d'altitude, au-delà des limites de l'habitat permanent. Situé au sein d'un ensemble géologique complexe, ce terrain présente une incontestable unité géomorphologique résultant de l'activité du plus grand volcan d'Europe, le strato-volcan du Cantal, vieux de 11 millions d'années – inactif cependant depuis maintenant 3 millions d'années. L'analyse, de longue durée à l'échelle humaine, se heurte ainsi à sa dimension lilliputienne aux échelles temporelles

géologiques. Si, comme l'explique Violaine Nicolas, ce territoire forme un ensemble pastoral homogène, désigné « *montagnes de Cantal* » dans les sources textuelles, par opposition à d'autres planèzes d'estive, Annie Antoine regrette cependant, au cours de la soutenance, que l'analyse se fasse parfois prendre au jeu du naturalisme, en n'interrogeant pas suffisamment la pertinence historique de ce découpage spatial et le sens de cette appellation territoriale.

Malgré une documentation secondaire relativement maigre sur le Cantal (Haute-Auvergne) et l'Auvergne en général, Violaine Nicolas revendique plusieurs héritages : sont ainsi convoqués les travaux de géographes du premier XX^e siècle comme Alfred Durand (1904-1946), auteur d'une thèse intitulée *La vie rurale dans les massifs volcaniques des Dorez, du Cézallier, du Cantal et de l'Aubrac*, le travail de Léonce Bouyssou (1917-2004), ancienne conservatrice des archives départementales du Cantal, ou encore des thèses sur la Basse-Auvergne, redevables aux historiens ruralistes Abel Poitrineau (1924-2013) et Pierre Charbonnier (Université Blaise-Pascal de Clermont), respectivement soutenues en 1965 et 1980. S'ils sont nécessaires pour une compréhension du tissu social auvergnat dans la longue durée, ces travaux n'abordent cependant l'économie fromagère qu'en filigrane. Pour étudier plus avant la dimension structurante de cette dernière, Violaine Nicolas se propose alors de multiplier les compétences techniques, afin d'épuiser la connaissance du terrain, en appuyant tout d'abord sa recherche sur des archives. La période médiévale est ainsi essentiellement documentée par l'étude de cartulaires et de rôles fiscaux publiés à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, tandis que l'époque moderne est étudiée à partir de registres notariaux des XVII^e et

xviii^e siècles (plus de 3 000 actes considérés, dont environ 350 ont été analysés), de divers fonds d'archives seigneuriaux, des archives de l'Intendance d'Auvergne, d'archives privées entrées aux Archives départementales du Cantal par voie « extraordinaire » (Séries F et J), ou encore de déclarations de franc-fief (série P des Archives nationales). La période révolutionnaire est quant à elle étudiée par le biais de la série Q, relative à la vente des biens nationaux.

Le début du xix^e siècle, enfin, est appréhendé à partir des archives communales et des cadastres napoléoniens et de la Série O des Archives départementales (archives des municipalités). L'historienne se fait également archéologue, en exploitant les données issues de plusieurs campagnes de prospection aérienne et pédestre, ainsi que les fruits de 14 sondages sur des sites datés du xiv^e au xviii^e siècle. Elle s'appuie en outre sur des analyses paléo-environnementales et archéo-botaniques réalisées par Yannick Miras et Manon Cabanis, membres du « Laboratoire de Géographie physique et Environnementale » (GEOLAB-UMR 6042) de l'Université de Clermont-Ferrand. Comme le souligne Jean-Marc Moriceau, ce travail de thèse se construit donc autour de l'analyse conjointe des « palimpsestes de papier » et des « palimpsestes du sol ». L'analyse de matériaux archéologico-historiques est complétée plus accessoirement par des entretiens ethnographiques : plusieurs membres du jury soulignent que leur présence, très discrète, peu sembler peu assumée et que leur statut épistémologique mérite d'être posé.

La démonstration de Violaine Nicolas est rythmée par des scansion chronologiques canoniques (« Moyen Âge », « Ancien Régime », « xix^e siècle » post-révolutionnaire) et par des divisions sociologiques très classiques de l'histoire

socio-économique d'inspiration marxiste (« masses », « bourgeoisie », « noblesse »). L'étude est construite autour de trois axes fondamentaux (étude du marché, étude du système productif dans son territoire, étude des acteurs), qui conduisent à opérer une analyse à deux échelles. En tout premier lieu, l'auteure interroge la situation politique, démographique et commerciale de la Haute-Auvergne, afin d'analyser le contexte de production et les débouchés de la production fromagère. L'analyse à l'échelle de la moitié méridionale de la Généralité de Riom est principalement justifiée par le caractère lacunaire de la documentation permettant d'étudier la démographie cantalienne, qui impose d'établir de nombreuses hypothèses comparatives. Tout en saluant les analyses quantitatives de sa doctorante du Centre de Recherche d'Histoire Quantitative, Jean-Marc Moriceau regrette que celles-ci se soient appuyées sur les baptêmes, et non sur les conceptions. C'est en second lieu, à partir du chapitre 6, que Violaine Nicolas se penche sur l'examen des rouages du système agro-pastoral (liens « plaines » – « montagnes »), tout en étudiant le profil social des acteurs de ce système, producteurs comme investisseurs. Dès lors, analyses historiques et exploitation de données archéologiques se mêlent, à l'échelle de la planèze méridionale du Plomb du Cantal. Annie Antoine et Nicolas Carrier s'étonnent de la structure du travail de Violaine Nicolas, qui interroge de manière contre-intuitive l'étude de la demande avant celle de la production : cette dernière veut toutefois y voir un parti pris épistémologique, destiné à mettre l'accent sur une économie de la demande.

Au fil des chapitres, la considération de chaque période s'accompagne d'une ambition démonstrative. La première idée-force de la thèse de Violaine Nicolas

est ainsi de dire que la fin du Moyen Âge correspond à la « genèse » ou structuration du mode de production agro-pastoral d'« estive », marqué par une occupation saisonnière des « montagnes ». Autour du XI^e siècle, probablement dans le cadre d'une importante chute démographique, la limite de l'œkoumène recule : la planèze se désertifie. Au XIV^e siècle, bien que les crises soient amenées à se succéder (peste de 1348, guerre de Cent Ans), bourgeois et nobles, porteurs en capitaux, profitent de l'essor des villes et de l'apparition de nouveaux débouchés pour le fromage, en investissant dans les montagnes d'estive. Un véritable mouvement spéculatif débute. Les premières structures pastorales apparaissent et occupent les sites d'anciens hameaux médiévaux, tandis que les seigneurs rédigent des chartes de franchise en matière d'usage des pâturages et des forêts d'altitude. Les montagnes sont alors progressivement placées en fermage, mode de faire-valoir dominant au cours de l'époque moderne. Aussi, la fin du Moyen Âge voit-elle l'apparition simultanée des premières traces archéologiques significatives et des premières évocations des activités agro-pastorales dans les archives. La deuxième idée-force de Violaine Nicolas est ensuite d'expliquer que l'essor du système d'« estive » d'Ancien Régime est corollaire d'une société à plusieurs vitesses, où d'importants écarts de richesse existent entre des masses fiscalement pressurées par l'État royal et sensibles aux aléas climatiques (printemps pluvieux des années 1692-1693) et une élite restreinte, urbaine comme rurale, plutôt prospère. Ainsi, les migrations temporaires ou définitives provoquées par la pauvreté, qui font vite à l'époque moderne la réputation nationale de l'Auvergne au point d'inquiéter le pouvoir royal, ne doivent-elles pas tromper : la misère n'est pas l'apanage

de tous. Dès le XVI^e siècle, une minorité détient ainsi la majorité des « domaines à vacheries » (fermes en bordure des plateaux qui accueillent les troupeaux en hiver) : entre 1620 et 1789, environ 30 % de ces domaines appartiennent en effet, selon Violaine Nicolas, à des « nobles », 60 % à des « bourgeois » urbains ou ruraux. Contrairement aux préjugés historiographiques, les « montagnes » ou hauts plateaux ne sont pas *in extenso* des espaces communaux mais avant tout des espaces privés, exploités en indivision. Parce que les marchés parisiens boudent les fourmes, jugées malodorantes et facilement périssables, en préférant par exemple le Brie, le Camembert ou le fromage de Hollande, la production fromagère des Monts du Cantal est alors plutôt tournée vers le Sud de la France et vers d'autres débouchés méridionaux. Sans qu'il soit certain que les fourmes aillent au bout des réseaux humains, l'Auvergne est alors loin d'être un isolat, puisque des mouvements migratoires la relient par exemple à l'Espagne. Dans ce contexte, certains négociants de fourmes font fortune : Violaine Nicolas s'étend ainsi assez longuement sur le dénommé Jacques Prince, riche négociant d'Aurillac du XVIII^e siècle, qui commande tout un réseau de marchands, de voituriers et de producteurs, en semblant faire surtout de la vente de gros. D'un point de vue paysager, l'époque moderne, période de consolidation du « système » agro-pastoral mis en place à la fin du Moyen Âge, voit la dissémination d'infrastructures solides en pierre, à commencer par les fameux burons. En dépit du passage de matières périssables à des matières durables, ce processus s'accompagne toujours d'une certaine mobilité des constructions : l'analyse de Violaine Nicolas démontre en effet que destructions et reconstructions alternent, sans être toujours faciles à expliquer, en témoignant de la souplesse

des modes d'appropriation territoriale des « montagnes ». D'un point de vue juridique, l'auteure identifie deux types de contrat : des contrats de « louage », saisonniers, qui conduisent à louer quelques bêtes (une dizaine tout au plus) pour l'été ; des « baux à cheptel » pluriannuels, qui concernent quant à eux 20 à 30 têtes en moyenne. Enfin, la troisième idée-force de la thèse est de dire que la période révolutionnaire, sur laquelle Violaine Nicolas se montre moins disert lors de sa soutenance, entraîne un changement du profil des propriétaires de montagnes et une division en lots des « domaines à vacheries », avec la revente des biens nationaux, mais pas de mutation des pratiques pastorales. Les premiers véritables signes de rupture du système productif apparaissent au milieu du XIX^e siècle, en lien avec l'amélioration des voies de transport dans le Cantal, un exode rural vers Paris de plus en plus marqué, et une diversification de la production fromagère, *via* la construction des premières laiteries.

Le premier point mis en débat lors de la soutenance porte inévitablement sur le caractère pluridisciplinaire et transpériodique du travail de Violaine Nicolas, qui l'expose aux critiques des spécialistes présents lors de la soutenance. L'objet de la thèse est ainsi jugé « dangereux » par Philippe Madeline, du fait même des ambitions qui en font aussi ses qualités. La difficulté est avant tout de réussir à satisfaire les exigences de toutes les disciplines. Jean-Marc Moriceau relève ainsi des ruptures de ton dans le passage de l'analyse des sources écrites à celle des sources archéologiques, en regrettant que certains passages relèvent trop du rapport de fouilles. Christine Rendu regrette inversement que la documentation archéologique ne soit pas donnée dans son intégralité – et donc, pas exploitable en l'état pour un archéologue –,

en comprenant toutefois qu'un effort considérable a été effectué pour intégrer les résultats des expertises archéologiques dans la démonstration historique. Les géographes Philippe Madeline et Laurent Rieutort regrettent quant à eux un manque de schématisation en évoquant le modèle des « chorèmes », auxquels les historiens de l'assistance paraissent heureux d'avoir échappé. Ils soulignent également l'usage imprécis de certains concepts-clés de la géographie, tels que « ressources naturelles ». La difficulté est ensuite de satisfaire des historiens spécialistes de différentes périodes. Nicolas Carrier veut ainsi voir dans l'ambition d'une « histoire totale » certains « excès de jeunesse », conduisant l'auteure à s'engager dans des digressions qui sont autant, selon son expression heureuse, de « terrains historiographiques minés comme une plage du débarquement ». Et Nicolas Carrier de citer par exemple, en historien médiéviste, des inexactitudes portant sur la question des alleux ou sur la notion de « suzeraineté ». Les historiens du jury soulignent d'une manière générale l'existence d'un déséquilibre entre le traitement des différentes périodes historiques ainsi qu'entre les différentes échelles de l'analyse, qui conduit certains chapitres à trop dépendre de l'historiographie : le lien du chapitre 4, qui porte sur l'affirmation du pouvoir monarchique en Haute-Auvergne, avec la considération du « système d'estive » est par exemple jugé peu évident. Tous et toutes s'entendent en définitive avec Annie Antoine pour dire que le cœur de l'analyse porte sur l'époque moderne, lorsque le propos se fait à l'échelle de la plaine méridionale du Plomb du Cantal (chap. 5 à 8), à partir d'un corpus archivistique étoffé et inédit. Christine Rendu se félicite de ce sujet que Violaine Nicolas ait osé faire de l'archéologie sur des structures de l'époque médiévale,

moderne et contemporaine, alors que les archéologues préfèrent généralement se concentrer sur des périodes plus reculées.

Les débats s'attardent d'autre part sur les enjeux de l'usage du concept de « système d'estive ». Laurent Rieutort regrette que la dimension « systémique » de la production fromagère ne soit pas suffisamment prise au sens fort du terme, afin d'avoir une vision schématique globale des interactions entre les différents acteurs et les différents territoires étudiés. Une représentation graphique du « système » aurait été, selon lui, bienvenue. À ses yeux, une montée en généralité aurait par ailleurs permis de donner un aspect plus global au travail de Violaine Nicolas, tout en permettant d'interroger certains aspects éludés et en favorisant le comparatisme. Et Laurent Rieutort de se demander par exemple quelles étaient les relations entre les troupeaux de vaches locaux et les troupeaux exogènes, tout en interrogeant la possibilité d'une coprésence entre élevage de vaches laitières et élevage de vaches à viande. Pour Violaine Nicolas, l'élevage à viande, dans le secteur étudié, représente une activité secondaire menée de concert avec l'élevage laitier par les éleveurs saisonniers, à la demande des propriétaires de bétail. Annie Antoine souligne de son côté que la question de la reproduction des vaches — et donc de la place des bœufs — n'est pas évoquée. Tout en regrettant également que la manière dont l'économie fromagère « fait système » dans l'économie rurale cantalienne ne soit pas toujours suffisamment prise au sérieux, Nicolas Carrier met quant à lui en débat l'expression de « genèse d'un monde pastoral » pour la fin de la période médiévale, qui donne une partie de son titre à la thèse. Il souligne que le *xiv^e* siècle correspond peut-être moins à une « genèse », comme cela est explicitement défendu dans la

conclusion de la thèse (p. 675-676), qu'à une « mutation ». Tout indique en effet dans le travail de Violaine Nicolas que les « montagnes » sont déjà utilisées pour l'élevage avant le *xiv^e* siècle, même si les traces archéologiques sont ténues et les traces archivistiques nulles. De fait, comme le reconnaît Violaine Nicolas, l'achat de « montagnes » par des porteurs de capitaux est sans doute précédé d'une économie vivrière, au sein de laquelle des « montades » et des « dévalades » ont vraisemblablement déjà lieu de la part des paysans qui vivent en bordure du plateau basaltique. Autrement dit, la mise en place du « système » décrit par Violaine Nicolas ne se fait pas sur le vide : mieux vaudrait donc, pour Nicolas Carrier, évoquer une « transformation du système d'estive ». Des questions plus techniques sur le « système d'estive » conduisent en dernier lieu à aborder les modalités de répartition spatiale des infrastructures d'« estive », afin de discuter la zonalité des fonctions productives et les complexes régimes de propriété. Alors que Laurent Rieutort évoque la possibilité de modes d'exploitation collective des « montagnes » à la fin du Moyen Âge, Violaine Nicolas souligne qu'il est impossible de trancher entre l'hypothèse d'une fonctionnalité différentielle des infrastructures étudiées et celle de modes d'exploitations collectives (les deux hypothèses n'étant d'ailleurs pas incompatibles), tout en jugeant peu probable la mise en fumure de zones différenciées d'année en année (jugée peu crédible parce qu'improductive).

Enfin, l'absence de plusieurs références bibliographiques est évoquée par les membres du jury, parce qu'elles auraient pu servir la démonstration ou conduire à d'autres interrogations. Annie Antoine s'étonne ainsi de l'absence des travaux d'« histoire des paysages » et d'« histoire environnementale », en évoquant notamment *Les Jardins de Vulcain*.

Paysages d'hier, d'aujourd'hui et de demain dans la chaîne des Puy du Massif Central français (1996) d'Yves Michelin. Elle souligne également le peu d'empathie pour les animaux, alors même que les travaux du médiéviste Robert Delort ont insisté sur le fait que « les animaux ont une histoire » : la problématisation de la question des « races » aurait notamment été bienvenue. Nicolas Carrier évoque quant à lui l'article « Histoire du gruyère en Gruyère, du XVI^e au XX^e siècle » de Roland Ruffieux, publié en 1974 dans la *Revue suisse d'histoire*. Philippe Madeline cite, pour finir, les travaux de l'historien Pierre Cornu (Lyon II), en soulignant

d'autre part que l'étude des cartes d'état-major aurait adéquatement complété celle du cadastre napoléonien.

Si la soutenance était régie par un décret récent portant sur les thèses de doctorat (25 mai 2016), interdisant désormais d'attribuer une mention, afin de rapprocher les pratiques universitaires françaises des standards internationaux, les membres du jury ont cependant unanimement tenu à adresser à la Violaine Nicolas leurs félicitations, afin de saluer son courageux travail transpériodique et pluridisciplinaire.

Élias Burgel